



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

DANS CE NUMÉRO :

Solidarité avec la lutte en Iran

**Intervention de Sara Selami
au congrès de la CGT**



**10 ans du Réseau syndical
international de solidarité et
de luttes**

Entretien avec Christian Mahieux



Syndicalisme de classe ?

Michel T.



**Entretien avec
Guillaume Goutte**

auteur de *Dix questions sur le syndicalisme*



**La FSM – Maladie infantile
du syndicalisme ou stade
final du syndicalisme de
compromission ?**

Pierre Chamechaude



**Lettre d'Amérique :
Un sombre bilan**

David Ball

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Directeur : Stéphane JULIEN

ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B.,
Stéphane Julien, Benoît Kermaal, Christian
Mahieux, Baptiste P., Jean-Kely Paulhan, Nedjib
Sidi Moussa, Michel Tommasini, Ronan Vibert.

Éditée par

Les Amis de la Révolution prolétarienne

TRIMESTRIEL. ABONNEMENT : 23 EUROS

Commission paritaire n° 0326 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Renforcer notre force collective

Le mouvement contre la réforme des retraites depuis janvier a démontré un élan, un soutien continu de l'opinion, un haut niveau de mobilisation unitaire sur le terrain d'un affrontement de classe où les présentations budgétaires ne font plus de dupe. Les taux de grévistes sont pourtant restés insuffisants, le pays n'a pas pu être mis « à l'arrêt ». L'insuffisante confiance en notre force collective (à force d'échecs répétés depuis 2003 et par anticipation d'un passage en force assuré), et l'insuffisante organisation dans et par la grève de cette force, sur laquelle trop peu de camarades proposent des pistes concrètes (comme le renforcement au moins logistique de l'interpro), se sont probablement complétées. Des possibles et des limites se sont révélés, des nécessités urgentes se dessinent. Le Premier Mai a été spectaculaire. Ce n'est pas fini.

La menace de l'extrême droite est là. Un premier sondage a donné Marine Le Pen élue dans la même configuration que l'an dernier. Le fait de ne pas avoir de majorité parlementaire derrière elle ne serait plus un si gros problème. Avant Hitler, Brüning et von Papen avaient liquidé le parlementarisme pour gouverner par décrets-lois. La pratique actuelle des institutions bourgeoises (ordonnances, 49.3, habillements en lois de finances, réquisitions, répression accrue, dissolutions, interdictions ubuesques, etc) pourrait faire une jurisprudence comode pour Marine Le Pen si elle devenait présidente.

Face à la décomposition politique et aux faiblesses du mouvement ouvrier, nous devons aujourd'hui accueillir et former les dizaines de milliers de salarié-e-s qui se sont syndiqué-e-s lors de cette lutte, et questionner notre unité et notre efficacité syndicales. À notre modeste échelle, nous continuerons de soutenir les luttes et des initiatives saines¹, à donner la parole à celles et ceux qui mettent en débat des pistes concrètes d'amélioration de nos outils syndicaux, qui restent vigilant-e-s face aux confusionnismes et à leurs passerelles rouges-brunes, qui gardent le drapeau de l'émancipation humaine sans le défigurer en catéchisme hors sol, qui font passer l'autonomie ouvrière avant les calculs politiques.

Que toutes celles et tous ceux qui, parfois, désespéraient de tout il n'y a pas si longtemps redécouvrent enfin qu'il y a tant à faire et pas en vain.

Stéphane JULIEN

Prix : 5,80 euros

¹ comme le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, ou le Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes.

Intervention de Sara Selami (SSTI) au congrès de la CGT

Bonjour à toutes et à tous !

Tout d'abord je remercie la CGT pour cette invitation grâce à laquelle je peux m'adresser à vous. Je représente l'association « Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran » qui collabore avec le collectif intersyndical français de soutien aux travailleuses/eurs en Iran, dont la CGT est membre.

Naturellement, celui qui aurait dû s'adresser à vous dans cette tribune, est Reza Shahabi, membre de la direction du syndicat Vahed de la régie des transports de Téhéran et sa banlieue, qui était invité au congrès précédent. Mais il est emprisonné depuis mai 2022 dans les geôles de la République Islamique.

Voici maintenant le message que le syndicat Vahed a adressé au 53^{ème} congrès de la CGT.

Nous saluons les participant.es du 53^e Congrès de la CGT, qui se tient du 27 au 31 mars 2023 à Clermont-Ferrand. Nos chaleureuses salutations à toutes et tous les travailleuses/eurs de France qui ont toujours été l'un des pionniers de la lutte contre l'ordre capitaliste mondial, et qui sont engagés ces jours-ci dans une lutte décisive contre les lois régressives du gouvernement français. Nous apportons notre soutien aux luttes que vous menez pour vos droits. La brutalité policière à l'encontre des travailleurs protestataires montrent que lorsque les profits des capitalistes et les lois anti-ouvrières sont en jeu, il n'y a pas de différence substantielle entre les Etats capitalistes du monde, Elles montrent que leur réponse à nos protestations passe par la répression. Trois de nos militants bien connus, Reza Shahabi, Daoud Razavi et Hassan Saïdi, s'étaient déjà rendus en France à l'invitation des syndicats français dont la CGT, pour y participer à des réunions syndicales publiques. Reza Shahabi a été invité au 52^{ème} congrès de la CGT à Dijon. Ils sont tous les trois de nouveau incarcérés depuis plusieurs mois.

Comme vous le savez, depuis septembre de l'année dernière, à la suite de l'assassinat de Gina (Mahsa) Amini notre pays connaît des manifestations à l'échelle nationale, connu mondialement comme le soulèvement « Femme, Vie, Liberté ». Les organisations syndicales indépendantes en Iran, dont le Syndicat des travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa Banlieue (Vahed), ont soutenu et continueront de soutenir les luttes des femmes, des jeunes et des peuples opprimés dans notre pays. Nous avons fermement condamné la répression, l'assassinat de manifestants, les lourdes peines d'emprisonnement et en particulier la peine de mort

contre les manifestants. Nous exigeons la libération inconditionnelle de toutes et tous les détenus et prisonniers politiques. Nous n'attendons rien des États et des puissances capitalistes qui ne cherchent que leurs propres intérêts.

Nous ne comptons que sur la force de la classe ouvrière en Iran et le soutien de mouvements ouvriers dans le monde, comme le vôtre, chers camarades en France !

Victoire à la classe ouvrière en France, en Iran et dans le monde ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !



Téhéran le 27 mars 2023

Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa Banlieue (Vahed)

Maintenant Je vous présente le plus brièvement possible la situation actuelle en Iran.

Après six mois d'affrontements virulents, le soulèvement « Femme, Vie, Liberté » s'essouffle face à une répression féroce qui relève de crime contre l'humanité avec 469 morts dont 60 enfants et adolescents, plus de 19000 arrestations, des disparitions forcées, des actes de torture et de viol, des dizaines de condamnations à mort, 4 exécutions, ... et enfin la vague d'attaques au gaz qui a frappé les écoles pour filles dans tout le pays. Mais malgré l'essoufflement des manifestations insurrectionnelles, la colère ne cesse de s'amplifier face à cette répression sanglante et à l'aggravation des conditions sociales de plus en plus insupportables. La lutte continue autrement et les aspirations des femmes et des hommes en révolte restent inconciliables avec le régime capitaliste dictatorial de la République Islamique.

Ce soulèvement est la suite et le point culminant des luttes engagées depuis longtemps. Je cite les plus importants et les plus récents, les mouvements de masse de l'Hiver 2017/2018 et ensuite celui de l'automne 2019, dont le mot d'ordre était « pain, travail, liberté ». Ils reflétaient le ras le bol d'un grand nombre de travailleurs surexploités et de chômeurs négligés sous un ordre ultralibéral déchainé dirigé par une dictature théologique. Ils ont été réprimés dans le sang. Ensuite les grandes agitations sociales de travailleurs et de retraités en 2021/2022, avec plus de 4000 ac-

tions de protestations pour des revendications de subsistance, suivies de plusieurs vagues de répression et d'arrestation des militants syndicaux.

Le soulèvement "Femmes, Vie, Liberté" a ému le monde entier a engendré un élan de solidarité internationale sans précédent. Plusieurs organisations syndicales, qu'elles soient mondiales ou nationales, ont apporté leur soutien au peuple soulevé et ont condamné sa répression brutale par le régime Islamique : la CGT, Solidaires, FSU, CFTD et l'UNSA en France, les différents syndicats en Allemagne, en Angleterre, au Bangladesh, au Canada, au Danemark, en Espagne, aux États-Unis, en Indonésie, en Norvège, en Palestine, au Pays bas, en Suède, en Suisse, en Slovénie, ... et la Confédération Syndicale Internationale.

Presque tous sauf la Fédération Syndicale Mondiale. Alors que presque tous les conflits du monde passent sous la plume de la FSM, son silence sur les événements qui ont ébranlé l'Iran pendant plus de six mois est assourdissant. C'est le même silence qu'elle a observé à propos du mouvement de l'automne 2019 et la sanglante répression qui s'en est suivie. Mais quand on connaît les liens étroits que cette organisation entretient depuis plusieurs années avec les représentants du régime islamique d'Iran on comprend les raisons de ce silence complice.

En effet, un des vice-présidents de la FSM depuis mai 2022 n'est autre que le dirigeant d'un groupe nommé « Maison des Travailleurs » en Iran. L'activité principale de « Maison des travailleurs », en compagnie des « Conseils Islamiques » dans les entreprises, consiste à contrôler et réprimer le mouvement ouvrier, à empêcher la constitution des syndicats indépendants, et à parapher l'accord sur le salaire minimum de misère chaque année lors des dites « négociations tripartites ». Un groupe qui n'est même pas un syndicat jaune, mais un parti idéologico-politique lié au régime islamique, siège en tant que représentant des travailleurs iraniens au sein de la FSM. Ses hommes se rendent chaque année à la conférence internationale de l'OIT, alors que les représentants des syndicats et organisations ouvrières indépendants sont sous les verrous.

Le vice-président iranien de FSM, Alireza Mahjoub, président de « Maison des travailleurs », est non seulement dirigeant et coordinateur de répression des travailleurs, mais a été personnellement impliqué dans le tabassage des militants ouvriers. Une telle situation au sein d'une organisation mondiale des travailleurs est inadmissible.

Je vais finir avec le résumé d'une « Charte des

revendications minimales »¹ que vingt organisations indépendantes, syndicales et civiles en Iran ont élaboré et publié récemment. Elle regroupe en 12 articles des revendications sociales et politique progressistes

qui ne peuvent être réalisées qu'après la disparition de la République Islamique, mais elles constituent d'ors et déjà un socle pour le développement d'un pôle progressiste et socialisant de gauche à l'intérieur du pays, en face des formations de droite au sein de l'opposition.

Plusieurs organisations syndicales dont la CGT, des associations et individus ont apporté leur soutien à cette

Charte. Le texte de ce soutien est à votre disposition au stand de l'Espace International du congrès, si vous souhaitez le signer.

Vive la lutte !
Vive la CGT !
Vive la solidarité internationale des travailleuse.eurs !



(La vidéo de cette intervention peut être vue sur notre blog : <https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2023/03/30/liran-au-congres-de-la-cgt/>)

¹ http://iran-echo.com/echo_pdf/charte_fr.pdf

SUR NOTRE BLOG
<https://revolutionproletarienne.wordpress.com>

Message intersyndical aux travailleuses et travailleurs d'Iran à l'occasion du 1^{er} mai

« À l'occasion du 1^{er} mai, journée internationale de solidarité, nous vous renouvelons notre soutien sans faille dans l'éprouvant combat que vous menez pour la liberté de toutes et tous, pour la dignité des travailleuses et des travailleurs, pour le respect des Droits Humains. Nous condamnons avec force cette répression insupportable »



Message du Collectif syndical français aux travailleuses et travailleurs d'Iran
17/05/2023

Deuxième plénière soviétique, nos organisations syndicales CFTD, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, nous sommes intervenus pour condamner la répression de vos droits et vos libertés. Nous condamnons les conditions de travail et les revendications sociales, en particulier, de votre pays. Nous sommes convaincus que vous ne pouvez pas le faire sans nous, et nous condamnons le travail et la vie des millions de gens partout.

Le 01 mai 2023, à la veille de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, nous avons décidé d'organiser à Téhéran et dans les grandes villes (Rasht, Gorgan, Gilan, Mazandaran, Semnan, Qazvin, Alborz, Qom, Karaj, Isfahan, Shiraz, Chaharmahal, Haman, Guilan et Chaharmahal) une manifestation de solidarité avec les travailleuses et les travailleurs iraniens. Nous sommes convaincus que vous ne pouvez pas le faire sans nous, et nous condamnons le travail et la vie des millions de gens partout.

Nous condamnons avec force cette répression insupportable.

Paris, 20 Avril 2023

Confédération française démocratique du travail (CFDT)
Confédération générale du travail (CGT)
Fédération syndicale unitaire (FSU)
Union syndicale Solidaires
Union nationale des syndicats autocrates (UNSA)

◇◇◇

Compte-rendu de l'A.G.

L'Assemblée générale des Amis de *La Révolution prolétarienne* s'est tenue à Paris le samedi 15 avril 2023 en présence de Baptiste, Christian, Jean-Yves, Julien, Michel, Nedjib, Pascal, Philippe, Pierre, Romain, Stéphane, et en distanciel de Ronan.

Après le bilan financier (équilibré) et la présentation d'un projet pour les renouvellements des abonnements, nous avons légèrement modifié l'équipe revue (un départ volontaire et une entrée entérinant un travail effectif depuis un an) et élargi le nombre de contributeurs. L'équipe est consciente des limites du fonctionnement en distanciel et de l'importance de se retrouver en présentiel. Une nouvelle brochure rétrospective de bilan du mouvement sur les retraites et une nouvelle chronique sont prévues.

Des camarades expliquent qu'il manque un outil de réflexion dans le syndicalisme de luttes. La *RP* reste peu diffusée, et le blog aussi. L'idée serait de faire un site avec un autre nom, indépendant de la revue, même si ça pourra contribuer à la nourrir, avec un consensus sur le fait qu'il faut garder des contributions en exclusivité pour la revue.

L'AG a répondu favorablement à une proposition des éditions Syllepse de faire un livre sur les 100 ans de la revue en 2025. La forme n'est pas décidée : On peut déjà imaginer une liste de thèmes. L'idée serait de mettre en avant « l'esprit de la Révolution prolétarienne » en utilisant aussi ce projet pour montrer l'actualité de la revue. Une première réunion de travail est prévue.

« Je pense qu'il y a beaucoup de gens – toutes générations confondues, et toutes périodes confondues – qui ont besoin d'autre chose que du catéchisme qu'on leur impose et qui ressentent à leur niveau le besoin de trouver d'autres solutions.

Cependant, je ne pense pas du tout que les gens du passé soient des modèles ; ils ne l'auraient certainement pas souhaité ! Et puis les conditions ont trop changé... Mais je pense qu'il reste toujours une petite flamme, qui peut-être sera grande un jour.»

Colette Chambelland, auteure de *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, entretien sur Radio Libertaire (1999). L'entretien complet est disponible en ligne : <https://bibliothequedusyndicalismerevolutionnaire.files.wordpress.com/2023/04/entretien-colette.pdf>

10 ans de Réseau syndical Interview de

Le Réseau syndical international de solidarité et de lutte (RSISL) a fêté ses 10 ans le 24 mars. Le RSISL est né à Saint-Denis en 2013, de la CGT espagnole, de la CSP-Conlutas brésilienne, de Solidaires français et d'autres organisations syndicales. Christian Mahieux, l'un des coordinateurs qui a vécu la fondation de cette organisation, nous a raconté le processus de naissance et de développement de cette œuvre internationale.

Comment est né le réseau ?

Formellement, si tant est qu'on puisse parler de formalisme pour un réseau, ce dernier est né en mars 2013, à l'occasion d'une première rencontre internationale organisée à Saint-Denis, en France. C'était la suite de contacts et de travail commun entre plusieurs organisations depuis pas mal d'années. En Europe, l'Union syndicale Solidaires avait déjà participé à la création et à l'animation d'un Réseau européen des syndicats alternatifs et de base. Mais au début des années 2010, celui-ci s'est un peu essouffé : les discussions sur des textes de principe prenaient le pas sur les activités syndicales internationales réelles. Dépasser ce Réseau européen, tant pour le champ géographique que pour le spectre des organisations auxquelles s'adresser était une opportunité pour ne pas perdre les acquis des années précédentes, tout en ne s'enfermant pas dans un cercle prenant le risque de fonctionner sur lui-même. C'est l'option que nous avons retenue au sein de Solidaires et que nous avons discutée avec notamment les camarades de la Confederación general del trabajo (État espagnol) et de la Central sindical e popular Conlutas (Brésil). En mai 2012, une rencontre internationale organisée par la CSP Conlutas a permis d'avancer encore plus concrètement la perspective d'un réseau international. Et nous avons mis à profit l'année suivante pour que cela devienne une réalité, cela en mars 2013. Il s'agissait aussi de prolonger ce qui existait dans quelques secteurs professionnels. Chez les cheminots et cheminotes, par exemple, nous avons déjà constitué le Réseau Rail Sans Frontière, avec une rencontre annuelle, un bulletin, des tracts, quelques campagnes communes ; un Réseau qui comprenait des organisations syndicales du secteur ferroviaire européennes et africaines, en lien avec d'autres en Asie, Amérique du Sud, Amérique du Nord.

Fin 2012, avec la CGT et la CSP Conlutas nous avons lancé les invitations pour une rencontre en mars 2013. La liste a été établie de manière simple : les organisations que nous retrouvions déjà dans des

international de solidarité et de luttes

Christian Mahieux

cadres communs à nos organisations (le Réseau européen précédemment cité, des rencontres internationales à diverses occasions, etc.) et toutes les organisations que CGT, CSP Conlutas ou Solidaires pensaient utile d'inviter. D'emblée, nous avons fonctionné en confiance. Bien sûr, c'était la porte ouverte à de possibles manipulations, à la surreprésentation de certains courants : faire cela aurait peut-être permis à certaines et certains de briller le temps d'une réunion ... Mais cela aurait aussi abouti à un échec, d'emblée, du Réseau. La démarche constructive commune à nos trois organisations, dans laquelle se sont retrouvées nombre d'autres, l'a emporté sans problème.

Lors de la première rencontre, nous avons eu un débat important à propos des confédérations internationales existantes. Nous étions unanimes pour dire leurs insuffisances ; sans doute avec des nuances entre nous, mais il n'y avait pas de différence notable sur ce point. C'est logique, puisque nous voulions justement construire une alternative aux seules existences de la Confédération syndicale internationale et de la Fédération syndicale mondiale. Mais la CSP Conlutas et la CGT par exemple considéraient initialement que nous ne pouvions accepter au sein du Réseau des organisations par ailleurs membres de la CSI ou de la FSM. Pour Solidaires, nous avons défendu un positionnement contraire : nous définissons de quel type de syndicalisme nous nous réclamons, quelles actions nous voulons mener, etc., et les organisations qui se retrouvent là-dedans peuvent rejoindre le Réseau ; qu'elles soient membres de la CSI ou de la FSM ou d'aucune de ces structures ; c'est à chacune d'entre elles, le cas échéant, de juger ce qui est contradictoire ou pas dans sa démarche, ce qui est transitoire ou non. C'est l'option mise en avant par Solidaires qui a été retenue. C'est une marque du souci de construction, d'ouverture ; nous ne voulions pas bâtir un club fermé, pour nous rassurer entre nous sur notre niveau de radicalité ; nous voulons disposer d'outils permettant



de peser dans les rapports de force, de contribuer réellement à la défense des revendications immédiates et à la rupture avec le système capitaliste. Cela suppose que chaque organisation tienne compte des autres, ne vienne pas seulement défendre ses positions. Dans le cas évoqué, les camarades de la CGT et de la CSP Conlutas ont dépassé leur position propre – sans pour autant la renier –, afin permettre au Réseau d'avancer.

Après Saint-Denis, les rencontres suivantes se sont tenues à Sao Paulo en juin 2015 puis Madrid en janvier 2018. Pour cause de pandémie, la 4ème n'a cessé d'être reportée depuis 2020, pour finir par se tenir du 21 au 24 avril 2022, à Dijon. Et la prochaine aura lieu en septembre 2023, dans l'état de Sao Paulo.

Quelles ont été les principales réalisations ou avancées du réseau au cours de ces dix années ?

Trouver un langage commun pour faire dialoguer les revendications des diverses structures syndicales, en dépassant les différences des modes d'organisation nationaux, voire régionaux, est une des difficultés du syndicalisme international. Mais en réalité cette difficulté existe aussi sur le plan national, voire local : on crie « grève générale ! », on parle de « convergences des luttes » ou « d'unifier les luttes » ; oui, bien sûr, mais comment construire des organisations et des mouvements qui permettent à celles et ceux du secteur ferroviaire de faire grève en même temps que le personnel des hôpitaux, les livreurs d'Amazon ou de l'usine General Motors ? Ce n'est ni plus facile ni vraiment plus compliqué à l'échelle internationale. Il faut mettre en œuvre les moyens nécessaires aux objectifs qu'on se fixe. Si la solidarité internationale et l'action internationale sont des priorités parce « les patrons, eux, sont organisés par-delà les frontières », alors il faut y consacrer du temps et des moyens : mais pas seulement dans les réunions nationales ou fédérales ; surtout, dans les syndicats et les sections syndicales : c'est bien de là que nous voulons construire notre syndicalisme ! Entretenir des liens avec des collectifs syndicaux similaires d'autres pays dans le monde n'est pas très compliqué ; diffuser à tous les syndiqué·es des informations syndicales internationales est aussi à la portée de tous et toutes. Voilà deux exemples d'internationalisme aussi peu grandiloquents que réellement concret !

Au sein du Réseau comment ça se passe ? Il y a tout de même les questions de traduction qu'on ne peut gommer. Pour les rencontres internationales,

c'est un poste financier important car l'interprétariat est indispensable. Pour le travail quotidien, pour les activités sectorielles, on fait avec les moyens du bord : des camarades traduisent bénévolement, on se débrouille parfois sans traduction... Mais pour en revenir à la nécessité d'avoir du matériel diffusable aux travailleurs et aux travailleuses, il est évident qu'un tract international n'a d'intérêt que traduit en plusieurs langues.

Autogestion, contrôle ouvrier, entreprises récupérées, économie des travailleurs et travailleuses : autant de termes qui traitent de la même problématique ; mais tout l'enjeu est là : comprendre qu'à la fois cela recouvre une même préoccupation mais aussi des divergences politiques, tactiques, culturelles... Là encore, il faut se rappeler ce qu'on veut privilégier : imposer et « gagner » l'utilisation de nos termes de référence ou faire en sorte qu'ensemble on discute et on agisse à propos du confédéralisme kurde, des entreprises récupérées d'Amérique du Sud, des expériences autogestionnaires européennes, du contrôle ouvrier qui n'a rien à voir avec la cogestion capitaliste, etc. ?

Le soutien aux luttes, la solidarité face à la répression sont deux axes de travail importants du Réseau. Et puis, il y a les actions communes transnationales. Pour une partie, nous nous inscrivons dans des dynamiques exigeantes bien avant la création du Réseau : les manifestations du 1er mai dans tous les continents, la campagne de Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre l'apartheid de l'État israélien à l'encontre du peuple palestinien, la Journée internationale pour les droits des femmes du 8 mars... Au-delà, le Réseau est un outil pour mener des actions au sein de groupes internationaux (Amazon, La Poste, des centres d'appels, Renault, etc.) et de secteurs professionnels dont les caractéristiques sont proches quel que soit le pays (ferroviaire, éducation, personnel hospitalier, etc.). L'essentiel, là encore comme pour l'ensemble des activités syndicales, est le travail dans la durée, à partir et en relation avec ce qui se passe dans les entreprises, services et collectifs syndicaux de base. De ce point de vue, ne le cachons pas, il y a des retards à combler, si nous voulons nous doter d'outils syndicaux permettant de renverser la vapeur vis-à-vis des exploités.

Quelle est l'importance de l'organisation dans la conjoncture actuelle ?

Il y a une petite centaine d'organisations membres du Réseau, mais avec un nombre d'adhérents et adhérentes, une place dans les luttes, un poids dans les

rapports de force différents : des organisations syndicales nationales interprofessionnelles, des fédérations nationales professionnelles, des unions locales interprofessionnelles, des syndicats locaux et quelques courants ou tendances syndicales. Europe, Afrique, Amériques et, beaucoup plus faiblement l'Asie, sont représentées. Pour ce qui est des secteurs professionnels, c'est à l'image de bien des organisations syndicales : éducation, ferroviaire, santé, centres d'appels, industrie, administration publique, social, commerce et services, poste, etc.

Nous avons besoin de ce Réseau pour la solidarité, comme je l'ai déjà dit ; mais aussi pour notre efficacité syndicale si nous voulons, d'une part faire gagner nos revendications en matière de conditions de travail, de salaire, d'emploi, d'égalité, de non-discrimination, etc., d'autre part, créer les conditions d'une rupture avec le système capitaliste. Car dans les deux cas, nous faisons face au patronat, à la bourgeoisie, aux actionnaires, qui sont organisés sur le plan international ! La lutte de classe est internationale. Le syndicalisme est l'outil qui permet aux exploités du système capitaliste, aux opprimés, de se rassembler

pour défendre leurs intérêts. Le syndicalisme doit être international !

On peut illustrer l'intérêt du Réseau à travers l'exemple de la guerre en Ukraine. Dès l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes avait publié un texte explicitant notre positionnement et nos actions en tant que syndicalistes, donc internationalistes, anti-impérialistes, etc. Une militante syndicale ukrainienne était présente à Dijon pour nos rencontres ; par ailleurs, depuis février 2022, nous avons organisé des réunions en visio avec des syndicalistes d'Ukraine, collecté de l'argent et du matériel, publié régulièrement des informations, participé à des cadres unitaires, organisé deux convois du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, mis en place la tournée dans plusieurs pays d'Europe d'un syndicaliste ukrainien, relayé de nombreuses informations sur notre site... Au sein du Réseau, pas de souci sur la condamnation du régime de Poutine ; contrairement aux positions développées par la FSM, aucune des organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes ne théorise que les régimes qui s'opposent à l'impérialisme américain sont à défendre par principe et exemplaires vis-à-vis des travailleurs et travailleuses, des libertés, etc. (Russie, mais aussi Syrie Iran, etc.) Mais la manière d'abor-

Si la solidarité internationale et l'action internationale sont des priorités parce « les patrons, eux, sont organisés par-delà les frontières », alors il faut y consacrer du temps et des moyens : mais pas seulement dans les réunions nationales ou fédérales ; surtout, dans les syndicats et les sections syndicales : c'est bien de là que nous voulons construire notre syndicalisme !

der les choses varie selon les histoires politiques des pays : le poids des coups d'État US pèse dans toute l'Amérique latine, la présence de bases de l'OTAN dans le pays influe sur le mouvement ouvrier italien, etc. Face à la guerre, aux massacres, aux remises en cause des droits des travailleurs et des travailleuses, il nous fallait impérativement éviter la division, tout en demeurant fermes sur le fait que notre priorité est de répondre aux demandes de nos camarades syndicalistes sur place : soutenir la résistance du peuple d'Ukraine. D'où l'adoption, en avril 2022, parmi les nombreuses motions sur divers sujets, de ces deux-là, discutées au sein de la coordination du réseau (CSP Conlutas, CGT, CUB, Solidaires) et avec les représentants d'organisations qui proposaient initialement des positionnements plus clivants :

Arrêtons la guerre de Poutine en Ukraine !

La guerre contre l'Ukraine a commencé il y a plus d'un mois et, avant tout, nous voulons transmettre notre soutien et notre solidarité au peuple ukrainien et à sa résistance. Nous défendons sa pleine souveraineté et le droit des peuples à l'autodétermination. Par conséquent, nous condamnons l'agression lancée par Vladimir Poutine qui a déclenché cette guerre.

La deuxième réflexion dont nous souhaitons faire part, est que la guerre est toujours une défaite de l'humanité et un échec des puissances politiques et économiques qui la causent parce qu'elle produit la destruction des territoires, la mort et la souffrance des populations civiles, alors que les conflits devraient toujours être résolus par la négociation, sans recours à la violence militaire.

Inscrite dans la suite des politiques des blocs impérialistes (États-Unis, Russie, Chine, OTAN, ...), cette agression criminelle a pour coupables le régime de Poutine et ses généraux. Cette invasion, menée par une puissance nucléaire, a provoqué une colossale crise humanitaire, des millions de réfugiés, la destruction du territoire et des milliers de morts ; ceci, dans une région du monde déjà frappée par des milliers de morts depuis 2014.

Pour mettre fin à la guerre, pour la paix, il faut imposer le retrait des troupes russes de l'Ukraine.

En tant que travailleuses et travailleurs, nous répondons selon nos possibilités aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes des pays concernés. C'est le sens du convoi du Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui part apporter notre solidarité vers l'Ukraine le 29 avril .

Pour la paix : combattons la militarisation et imposons le désarmement.

Pour la paix dans le monde, les solutions ne viendront pas de l'augmentation des budgets militaires des États ni de la fabrication d'armes nucléaires. Au contraire, il faut aller vers un désarmement généralisé.

Nous disons non au réarmement et à la militarisation et nous disons oui à l'interdiction des armes nucléaires. L'exigence historique de dissolution des blocs militaires demeure : nous disons Non au Pacte de Varsovie et à l'OTAN. Nous disons non à l'OTAN et à l'OTSC !

2 Organisation du Traité de Sécurité Collective, dirigée par la Russie.

L'objection de conscience et le refus de servir les armées sont des droits inaliénables. Nous soulignons le courage des femmes et des hommes qui, s'exposant à une dure répression, refusent de soutenir l'aventure belliqueuse de Poutine.

On ne peut prétendre à une paix juste et durable tant qu'on ne reconnaîtra pas que les menaces militaires n'ont jamais servi à construire la sécurité pour les peuples. Nous refusons l'augmentation des dépenses militaires, de la production et du commerce des armes, qui consomment les ressources dont nous avons besoin pour la transition énergétique et pour lutter contre le changement climatique, la pauvreté, les pandémies, etc.

Le rôle de l'impérialisme russe dans la guerre menée aujourd'hui en Ukraine (et ailleurs dans le monde auparavant) ne nous fait pas oublier celui d'autres impérialismes, dans d'autres guerres, d'autres attaques envers des peuples. À commencer par l'impérialisme américain, que nous dénonçons à de très nombreuses reprises et que nous continuerons de combattre.

Non à la guerre !

Non à la politique des blocs militaires !

Non aux impérialismes !

Oui à la paix !

Oui à la démilitarisation et au soutien à ceux et celles qui s'opposent au militarisme !

Pour le droit à l'autodétermination de tous les peuples !

Quels sont les objectifs à atteindre dans les années à venir ?

On a besoin d'améliorer les liaisons internationales par secteurs professionnels. C'est essentiel pour que sur le plan international aussi notre syndicalisme repose sur un travail à la base. Nous devons aussi intégrer dans notre Réseau plus d'organisations qui se retrouvent dans notre définition et notre pratique du syndicalisme : « un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant des patrons et des gouvernements, internationaliste, et luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie). La démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses sont aussi parmi nos références communes. » Notre Réseau doit montrer qu'il est utile aux camarades qui ont organisé des coordinations internationales dans leur secteur professionnel ; il y a de telles coordinations pour Amazon, pour les travailleurs et travailleuses du métro, pour les centres d'appels, etc. Des organisations du Réseau y participent, aux côtés d'organisations qui n'en sont pas membres. Nous devons être capables de montrer comment notre Réseau peut leur être utile : pour accueillir leur coordination, pour répercuter leurs initiatives, pour échanger avec d'autres forces syndicales.



Le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes est <https://laboursolidarity.org/fr>

Accord entre les organisations anarcho-syndicalistes de l'État espagnol, CGT, CNT, Solidaridad Obrera : historique ?

Le 10 avril 2023, dans les locaux de la Fondation Anselmo Lorenzo à Madrid, les trois forces anarcho-syndicalistes¹ ont présenté conjointement un document commun qui appelle à la convergence et à l'unité d'action du syndicalisme de luttes.

Plus de trente ans après la dernière scission de l'anarcho-syndicalisme historique², les trois principales organisations espagnoles, la *Confederación General del Trabajo* (CGT), la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) et la *Confederación Sindical Solidaridad Obrera* ont présenté un appel commun *A la clase trabajadora*. Les porte-parole des trois organisations ont exprimé l'importance de l'accord conclu. Antonio Díaz, de la CNT, a indiqué que l'objectif était de « *promouvoir la lutte de la classe ouvrière* ». Maribel Ramírez, de la CGT, a déclaré : « *Il est de notre responsabilité à tous de commencer à nous rassembler et à mener une lutte commune face aux agressions du capital et de l'État.* » José Luis Carretero, de SO, a précisé que l'unité d'action proposée intervient à un « *carrefour historique* » et ajouté que les trois organisations partagent un « *passé commun* », que ce qui est proposé est « *un accord pour le présent, pour construire un avenir* ».

Première illustration de ce sur quoi pourrait porter cette unité d'action syndicale dans les luttes : les retraites ! Antonio Díaz a déclaré qu'il était nécessaire de « *promouvoir l'idée que ce sont tous les travailleurs et les travailleuses qui doivent lutter pour les pensions* », pas seulement les personnes retraitées. Maribel Ramírez a ajouté qu'il fallait essayer d'impliquer les jeunes dans cette lutte, et José Luis Carretero a donné comme exemple ce qui se passe actuellement en France. D'autres sujets mentionnés dans l'accord ont été abordés : la lutte syndicale pour réduire la hiérarchie des salaires, le féminisme et la défense des services publics. Les trois syndicats ont également exprimé leur inquiétude face à la guerre en Ukraine. Ils ont rappelé que dans une guerre, les principales victimes sont les membres de la classe ouvrière. Ils ont ensuite critiqué la loi du bâillon, qui n'a toujours pas été abrogée et « *a conduit à l'emprisonnement de personnes pour avoir écrit un tweet* », déclarant que les syndicats devraient être « *des boucliers pour défendre les droits qui ont été conquis* ».

Les trois porte-parole ont également partagé l'idée du syndicat comme « *nouveau lieu des biens communs* »,

1 www.cgt.org.es - www.cnt.es - www.cnt.es

2 Si on s'en tient aux aspects organisationnels, la CGT est issue d'une scission de la CNT en 1977 ; d'abord nommée CGT-Rénovée, elle change de nom à la suite d'une décision de justice, saisie par la CNT, en 1989. En 1990, elle connaît une scission qui donne naissance à Solidaridad Obrera.

selon les termes de José Luis Carretero, représentant une classe ouvrière diverse, intervenant sur « *une multiplicité de sujets* », tant en



Maribel Ramírez (CGT), Antonio Díaz (CNT) et José Luis Carretero (SO)

ce qui concerne les travailleurs des grandes entreprises que ceux des petites, les emplois précaires ou encore les travailleurs et travailleuses dites indépendant-es. Les différences organisationnelles entre les trois forces syndicales n'ont pas été cachées, mais comme l'a exprimé Maribel Ramírez, « *elles sont unies dans le même but* », ajoutant sur le ton de la plaisanterie qu'il fallait remercier « *le capital et l'État* » d'avoir favorisé, par leur action contre les intérêts de la classe ouvrière, « *la réunion des trois organisations à la même table* ».

Miguel Fadrique, secrétaire général de la CGT, situe l'enjeu de cet accord, au-delà de son aspect événementiel : il faut « *aller au-delà d'un communiqué et d'une conférence de presse. Cette responsabilité doit nous amener à construire une alternative syndicale et sociale sérieuse, un espace qui travaille ensemble au quotidien et dans lequel se retrouve la majorité de la classe ouvrière. Au-dessus des sigles, il y a la défense de droits du travail et de droits sociaux de plus en plus dégradés ; et face à cela, seule l'unité de la classe ouvrière pourra inverser cette situation* ».

Comme toute démarche syndicale unitaire impliquant le syndicalisme de luttes, le syndicalisme révolutionnaire, cet accord est, indéniablement, une bonne chose. Des démarches semblables ont d'ailleurs permis à d'autres forces syndicales présentes dans l'État espagnol de peser dans leurs secteurs : ELA au Pays basque, CIG en Galice et Intersindical en Catalogne ont ainsi appelé ensemble à des manifestations contre la dernière contre-réforme sur les retraites, celle issue de l'accord signé par le gouvernement, le patronat, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT. Si l'objectif de la CGT, de la CNT et de SO est bien que « *se retrouve la majorité de la classe ouvrière* », cette unité, voire unification, de l'anarcho-syndicalisme ne doit pas se traduire par un repli idéologique, la construction d'un bloc fermé, mais, au contraire, à partir d'une solide base syndicaliste révolutionnaire, s'ouvrir à d'autres, pour construire ensemble !

Christian MAHIEUX³

3 L'essentiel de ce texte est repris du communiqué de presse présentant l'accord CGT-CNT-SO, et s'appuie sur la traduction qu'en a fait Violette Marcos.

Syndicalisme de classe ?

Les mois qui ont précédé le dernier congrès de la CGT ont vu l'utilisation de plus en plus prégnante dans l'organisation de l'expression « syndicalisme de classe ». On peut affirmer que c'est l'expression des deux dernières années dans la CGT. Certes, il s'agit là d'un thème que les courants nostalgiques du « socialisme réel » ont régulièrement mis en avant à l'occasion de chaque congrès confédéral. Au 52^{ème} congrès, c'est notamment l'affiliation internationale de la CGT qui a été un des canaux les plus en vue sur la question : seul le retour à la FSM (Fédération syndicale mondiale) garantirait le retour de la CGT dans le camp du « syndicalisme de classe ». Puis, à l'approche du congrès de cette année, les interventions, notamment lors des CCN (Comité confédéral national), ou dans le document de contribution au débat d'orientation porté par certaines fédérations et UD membres ou proches de la FSM, ont voulu illustrer la « dérive réformiste » de la CGT par d'autres thèmes, comme la stratégie des luttes.

Donc, il y aurait les « réformistes », qui se seraient détournés de ce type de syndicalisme, et les « révolutionnaires », reconnaissables à leur « syndicalisme de classe ». Et comme traditionnellement la CGT s'est revendiquée comme syndicat « de classe et de masse », la répétition de l'expression permet de créer facilement des découpages et des classements internes : telle fédération ou UD en est ou pas (« de classe »), etc.

Il n'est pas toujours simple de savoir sur quels critères les « docteurs en syndicalisme de classe » se fondent pour juger. On en connaît au moins un, celui de l'appartenance à la FSM. L'article consacré à ce sujet dans ce même numéro permet de se faire une excellente idée sur la question, tout comme la reproduction de l'intervention de la camarade iranienne au dernier congrès de la CGT.

On va tenter ici de regarder la question sous d'autres angles, de déterminer des critères, non exhaustifs d'ailleurs, au-delà du clinquant de l'expression. Ce qui permettra de constater que, curieusement, nos experts en « syndicalisme de classe » en oublient certains qui semblent pourtant pertinents ... Allez savoir pourquoi !

L'idéologie de classe

Le « de classe » couvre d'abord les conceptions sociales et politiques générales. L'analyse de la société comme divisée en classes sociales, dont les deux principales, prolétariat et capitalistes, sont en lutte

constante, qu'on le veuille ou non, autour d'intérêts antagonistes et inconciliables. Il y a aussi le projet de société que le syndicat défend : affirme-t-il clairement être anticapitaliste, et donc pour l'abolition du salariat, qui est un des fondements du capitalisme ? Défend-il une société socialiste où les moyens de production seraient socialisés ? Voilà tout un ensemble de sujets où les joutes oratoires et les postures peuvent s'en donner à cœur joie. Certes, les mots sont importants, ils cadrent les idées fondamentales. Mais dans cet exercice il n'est pas difficile d'être plus « rouge » que son voisin. Reste à savoir comment tout cela passe la barrière d'un cercle militant somme toute assez restreint, et s'enracine dans la masse de l'organisation. Mais certains, forts de leur certitude d'être l'avant-garde du prolétariat mondial, n'ont pas besoin de se poser cette question...

Les revendications de classe

Le critère des revendications du syndicat est plus concret : salaire, temps de travail, services publics, etc. Il permet plus facilement de se faire une idée du type de syndicalisme. En gros, cela tourne autour du partage de la valeur créée par le monde du travail. Là aussi, il est assez simple de faire plus radical que l'autre. Mais cela engage quand même un peu, car les revendications on doit les porter auprès des salariés. Dans la CGT, on a que très peu entendu de débats dans la dernière période sur le sujet. Est-ce que les « repères revendicatifs » de la confédération, qui doivent être adoptés par les organisations du CCN, fédérations et UD, sont « de classe » ou pas ? La période de préparation de ce congrès de 2023 était l'occasion de proposer d'autres revendications, plus « de classe » afin de modifier des repères revendicatifs jugés « réformistes », tout au long des années séparant les deux derniers congrès confédéraux. Il n'en a rien été sur le fond.

L'action de classe

Ce qui rend plus visible le syndicalisme de classe, est bien l'action de grève. Pour ce syndicalisme, elle est un outil prioritaire pour atteindre le rapport de force nécessaire, découlant de son analyse de la société constituée en classes antagonistes. C'est un critère sûr. Le syndicalisme d'accompagnement ne refuse pas l'utilisation de la grève, mais le constat est que pour lui elle est un outil au mieux secondaire. Reste à savoir si l'on vise la grève « de masse » ou la grève « tout court », de masse ou pas... Question fondamentale et dont le conflit sur les retraites depuis

janvier 2023 a montré l'actualité. Question abordée dans la stimulante interview de Tony Fraquelli ⁽¹⁾. Est-ce que le « syndicalisme de classe » peut s'affranchir de la dimension « de masse » ?

Ces trois dimensions du « syndicalisme de classe » sont le terrain habituel des « révolutionnaires », que ce soit à la CGT ou ailleurs. Un terrain que ne quittent pas celles et ceux qui s'en réclament le plus bruyamment. On s'y sent assurés : des idées, des grandes déclarations, des revendications et des actions grévistes. Tout cela ils et elles savent faire, mais ils et elles en restent là.

L'organisation de classe

Un premier volet qui relève de ce critère est l'indépendance financière du syndicat, vis-à-vis de tout État et du patronat. Pourquoi cette question ne fait-elle jamais partie du débat pour dire qui est ou qui n'est pas « de classe » ? Oui, pourquoi donc ? Une organisation syndicale, confédération, fédération, union départementale dont le budget dépend majoritairement, voire très majoritairement, de financements qui ne proviennent pas des seules cotisations, peut-elle être considérée « de classe », même si elle est pour la révolution mondiale socialiste, version autogestionnaire ou pas ? Quelques mois avant le dernier congrès confédéral de la CGT, le secteur Vie syndicale a envoyé un modèle de statuts pour les unions locales. Dans la partie financement, ce modèle indiquait que l'Union locale pouvait donc se poser des questions, solliciter des fonds de l'État et même de l'Union européenne. Tout comme l'on constate, on l'a déjà écrit ici ⁽²⁾, la profusion de publicités d'entreprises dans les journaux de fédérations et de la confédération. Tout cela n'a pas donné lieu au sein de la CGT à une intervention forte du secteur qui se voit comme « de classe » contre celui des « réformistes ». Il y avait là une occasion, pour le coup en or, d'un débat de fond. Mais il s'agit certainement d'un malencontreux oubli...

Un second volet tient à la question interprofessionnelle, et spécifiquement aux unions locales. Ici, la CGT n'est relativement pas la plus mal placée par rapport à d'autres organisations syndicales d'un pôle syndicalisme de lutte. Dans la CGT aucune organisation n'affirme autre chose que la « nécessité de renforcer les unions locales, etc. ». Mais la traduction concrète de ces affirmations par chacune de ces organisations est une tout autre histoire, y compris de la part de fédérations « de classe ». Pas parce qu'elles feraient preuve de cynisme, un discours parfait et une pratique contraire, mais tout simplement parce qu'elles n'en ont pas les moyens. Cela fait partie du bilan sans fard à faire de l'état du syndicalisme de lutte, de la CGT comme de Solidaires où le réseau interprofessionnel est bien plus faible qu'à la CGT.

La FSU n'a pas par principe de structure interprofessionnelle. Cette question est alors aussi liée à celle de l'unification syndicale et du modèle syndical à construire dans le cadre d'une seule organisation. On ne développera pas plus, mais constater un état de faiblesse récurrent sur des dizaines d'années du syndicalisme interprofessionnel de proximité, et l'incapacité à redresser la barre de manière pérenne, ne peut qu'interroger les auto-évaluations de certain.es sur leur « syndicalisme de classe ».

La représentation de la classe

Dans l'analyse du contenu du syndicalisme de classe, on ne peut manquer d'aborder la capacité de celui-ci à atteindre la légitimité auprès de « la classe », à représenter ses intérêts. Cette légitimité n'est pas gagnée une fois pour toutes. Dans la période actuelle, elle est sérieusement mise en question. Ne pas le reconnaître, c'est se fourvoyer. Dans un livre récemment publié ⁽³⁾, un état des lieux est fait à partir de données objectives : nombre d'adhérent.es, nombre de voix aux élections professionnelles obtenues par le syndicalisme considéré a priori comme « de classe », des grèves où des collectifs de non-syndiqué.es ont joué un rôle important dans des professions où le syndicalisme est encore relativement fort (par exemple celle des contrôleurs et contrôleuses de la SNCF en 2022), etc.

À cela doit s'ajouter la sociologie syndicale. Est-ce que son implantation a suivi les tendances produites par le néolibéralisme : multiplication des situations de précarité et des statuts, sous-traitance à outrance, féminisation de secteurs déterminants, etc. ? À l'évidence, c'est non. Quelle représentation de la classe est-elle donc possible dans cette situation, où ce sont des millions de salarié.es qui sont concerné.es ? Le syndicalisme de classe « réellement existant » n'a-t-il rien à voir là-dedans, cela ne dépend-il que de la politique du capital ? À l'évidence, c'est non.

Et au-delà des lieux de travail, quelle capacité a ce syndicalisme à être en contact avec la classe telle qu'elle est dans ses lieux de vie, dans ses lieux de socialisation, là où il doit aussi, par lui-même mais aussi par des alliances qu'il doit créer avec les organisations du mouvement social, contester le capital, dans ses activités hors travail : sport, culture, consommation, logement, racisme, féminisme, etc. ? À l'évi-



ÉDITIONS DU DÉTOUR

Le
Syndicalisme
d'après
Ce qui ne peut plus durer
Jean-Marie Pernot

dence, elle est très faible.

Les réflexions et actions du « syndicalisme de classe », autoproclamé ou pas, sont bien dérisoires sur cette question. Et c'est ce qui doit l'interroger.

Au final, rien qu'en se limitant à ces quatre thèmes ou angles de vue sur le « syndicalisme de classe », on voit bien qu'il est contre-productif, pour se sortir de nos difficultés communes, de multiplier les postures et jugements définitifs. Cela ne produit que du sectarisme. Il est clair que le pôle du syndicalisme d'accompagnement (CFDT, UNSA, etc.) n'est pas un syndicalisme de classe. Mais au sein du syndicalisme de lutte (CGT, Solidaires, FSU, etc.) il serait bien plus utile de réfléchir et débattre sur cette notion de syndicalisme « de classe », sans oublier le versant « de masse », à partir de multiples dimensions. Cela permettrait de limiter les sectarismes, les « patriotismes » d'organisation où l'on ne fait que pointer les « manques » chez les autres, en évitant soigneusement d'aborder ses propres difficultés à être vraiment un syndicat de classe et de masse, état qui n'est jamais gagné pour toujours à un moment donné, mais toujours potentiellement remis en cause, et donc toujours à retravailler, pour éviter la sclérose et la disparition toujours possible de ce syndicalisme dans lequel on se reconnaît.

Michel T (militant UL CGT)

(1) <https://www.contretemps.eu/congres-cgt-democratie-syndicalisme>

(2) « Les publicités dans les publications de la CGT », RP n°818.

(3) Jean-Marie Pernot, *Le syndicalisme d'après - Ce qui ne peut plus durer*, éditions du Détour, 2022.

SUR NOTRE BLOG

revolutionproletarienne.wordpress.com

« Il n'y aura pas d'échappatoire à la grève »

(30 mars)



**Retraites : un premier bilan
après un mois de lutte**

(7 mars)



Climat gréviste et grève reconductible

(2 mars)



Y aller ou pas ?

(5 mai)

9^{ème} congrès de la CGT Educ'Action 93

Le Syndicat départemental CGT de l'Éducation nationale de la Seine-Saint-Denis, CGT Educ'Action 93, a tenu son dernier congrès à la mi-avril sur deux jours. On fera ici un gros plan sur certains points du document d'orientation. Sur les revendications, le syndicat met particulièrement en avant la lutte contre la hausse de la précarité parmi les personnels. Dans l'académie de Créteil, la part des non-titulaires est passée de 16 % en 2016 à 22 % actuellement ! Pour la Seine-Saint-Denis, le nombre de professeur.es des écoles appartenant à cette catégorie, 887, est en hausse de 200 par rapport à 2016. Le modèle néolibéral est désormais bien ancré dans ce service public.

La CGT est un syndicat minoritaire, en termes de voix obtenues aux élections professionnelles, comme en nombre de syndiqué.es. Mais avec près de 900 adhérent.es, la CGT Educ'Action 93 est le plus important des syndicats CGT de l'Éducation nationale. Le document indique qu'il a connu un fort développement durant le précédent mandat.

Une particularité de ce syndicat est que, du fait de la mobilité importante parmi les personnels obtenant une mutation, il a un rôle formateur pour les militant.es qu'il forme, car ce phénomène les concerne aussi. Il y a là une expérience de pratiques syndicales qui pourraient être utiles à d'autres. Elles mériteraient d'être questionnées et connues.

Adhésion – syndicalisation - militantisme

C'est la première partie du document, « Structurer notre activité syndicale ». Le thème peut paraître assez classique à première vue. Mais y est développé un trio de notions dont l'articulation est intéressante. Tout d'abord l'adhésion : cela, on connaît. Mais elle est liée à la notion de syndicalisation. En général, on amalgame les deux : adhérer ou se syndiquer, c'est adhésion ou syndicalisation. En fait, ici on entend par syndicalisation activité syndicale sur les lieux de travail par les sections syndicales, à partir d'une autonomie mise en avant mais dans le cadre d'une planification et d'une coordination par l'ensemble du syndicat. La syndicalisation ce n'est pas la seule présence d'adhérent.es, mais l'existence d'une section syndicale qui agit. Et donc où des adhérent.es s'impliquent dans la vie syndicale. Cela peut paraître à certain.es comme une évidence. Mais la réalité de ce que nous connaissons du syndicalisme sur de nombreux lieux de travail nous rappelle que c'est tout sauf une évidence.

La troisième notion qui clôture cette partie est celle de militantisme. Adhésion plus syndicalisation ne suf-

fisent pas. Il s'agit de créer les cadres de vie syndicale pour avoir plus de militant.es, plus de militantisme. Cela permet de renouveler régulièrement les équipes militantes, faire que le syndicalisme joue son rôle émancipateur et démocratique pour que chaque personne souhaitant devenir militant.e puisse effectivement le faire. Ce lien entre ces trois notions assure le maintien d'une dynamique d'adhésion, et la construction du rapport de force.

Ce n'est pas explicitement écrit dans le document, mais on peut affirmer que cette troisième notion est en lien avec le thème suivant, celui du syndicalisme féministe.

Syndicalisme féministe

C'est la partie qui est certainement la plus originale et novatrice, intitulée « Pour un syndicalisme féministe ». C'est un objectif fort, et qui engage notamment sur le projet de société de toute la CGT et sa transformation interne. Le document rappelle qu'avec 25 000 travailleuses dans l'Éducation nationale, celle-ci est le premier employeur de main-d'œuvre féminine dans le département.

Un premier extrait : « *Notre champ professionnel doit prendre sa place dans le développement de la féminisation de notre structure CGT et le renforcement du syndicalisme féministe : car sans une syndicalisation massive des travailleuses, notre syndicalisme de masse et de classe ne peut vaincre.* »

Le second : « *Nous faisons le constat que le syndicalisme en France s'est largement construit sur des critères masculins pour ordonner ses priorités. Il est important de reconnaître ces erreurs pour mieux les dépasser. [Les] bataille[s] pour l'égalité professionnelle, pour la qualification dans les métiers féminisés, contre les déserts syndicaux dans ces secteurs ont été insuffisamment menées [...] ».*

Ces analyses sont les deux piliers sur lesquels le document adopté va développer alors tout un ensemble d'actions à mettre en œuvre pour rendre concret l'engagement pris dans le titre de cette partie. Il s'agit de redéfinir les objectifs et élaborer des plans stratégiques pour favoriser la syndicalisation des travailleuses et leurs revendications spécifiques. Mais ces objectifs ne sont pas uniquement « externes », comme des revendications à gagner face à l'employeur. Ils sont aussi « internes », visant à transformer les pratiques syndicales, car le lien entre ces deux aspects devrait être évident. Et l'existence de cette partie du document montre bien qu'il est tout sauf évident ... Comme par exemple : « *le développement d'un syndi-*



calisme féministe qui s'empare de la situation des travailleuses et de leurs problèmes spécifiques, placés au cœur des préoccupations de l'activité et de l'action syndicales ». Mais aussi : « *un syndicat féministe qui s'adapte aux réalités de ses adhérentes [...] le syndicat mettra à disposition des moyens permettant*

la participation de toutes à la vie syndicale ».

L'unification syndicale

Ce point est inclus dans une partie sur l'élargissement du rapport de forces. Le travail intersyndical avec la FSU et SUD-Éducation prend d'abord la forme d'une collaboration à l'échelle d'un établissement pour défendre les salarié.es dans les instances paritaires notamment, mais aussi au niveau académique. Le document, qui rappelle que ces activités unitaires améliorent le rapport de forces, ajoute qu'elles « *constituent des points d'appui vers le processus d'unification syndicale dans lequel la CGT Educ'Action est pleinement engagée* ». Ce syndicat s'inscrit donc complètement dans cette orientation d'unification syndicale, qui est un des points de passage obligés aujourd'hui pour que le syndicalisme de lutte puisse envisager de revenir au premier plan en termes non seulement de force organisée, mais de légitimité reconnue par la masse salarié.es à la représenter. Lors de ce congrès de la CGT Educ'Action 93 un débat a été organisé avec la présence de représentant.es de la FSU et de SUD-Éducation, ce qui permet à l'ensemble des congressistes, qui sont ici des militant.es du terrain, à prendre part aux enjeux de cette question.

Collectif de travail et multiplicité de syndicats

Un point qui nous semble manquer dans ce document est celui des rapports entre les différents syndicats CGT présents sur un même établissement, un même collectif de travail. En effet, les personnels dont l'employeur est une collectivité territoriale, mairie (pour les écoles), conseil départemental (pour les collèges) et conseil régional (pour les lycées) sont syndiqué.es dans le syndicat CGT de la collectivité territoriale, car la CGT n'a pas fait le choix d'un syndicalisme unique de l'Éducation nationale.

Le silence du document sur le sujet est peut-être le simple reflet de l'absence ou du peu de travail syndical commun entre ces différents syndicats, dont le champ territorial n'est pas le même d'ailleurs que celui des syndicats CGT Educ'Action. Ce qui ne facilite pas les choses ... Mais ces situations peuvent être sources de difficultés pour construire des actions collectives et massives. Il est dommage que le document d'orientation n'aborde pas ce point.

Michel T (militant UL CGT)

IL Y A ... 86 ANS DANS LA RP

Les révolutionnaires espagnols et la guerre

En ces temps troubles pour la paix mondiale, les textes de La RP constituent une source d'inspiration et nous livrent parfois des clés de lecture par le détour des pages écrites par ses rédacteurs au cours de son quasi-siècle d'existence. C'est singulièrement vrai sur l'analyse des conflits, sur la caractérisation des guerres. La RP, créée par un noyau de militants ayant dénoncé la Première Guerre pour ce qu'elle était : une boucherie générée par la confrontation des impérialismes, a livré de fortes analyses des guerres de libération, depuis la guerre du Rif jusqu'à celle du Vietnam en passant par la guerre d'Algérie. Avec une rare constance, elle a su distinguer les guerres en fonction des circonstances et apporter son soutien déterminé, par exemple, aux républicains espagnols. Le texte ci-dessous évoque justement la question des livraisons d'armes au camp républicain ...

Les révolutionnaires espagnols et la guerre

En général, les informations parvenues de l'Espagne gouvernementale (...) fourmillent de faits défavorables à la progression révolutionnaire dans la vie sociale. Il faut faire un véritable effort d'appréciation complète pour découvrir malgré tout quelques aspects positifs reflétant la volonté du prolétariat (...) de continuer à s'affirmer malgré les efforts de la restauration petite bourgeoise. Cette remarque n'a pas trait à la lutte armée contre les bandes fascistes où le courage ouvrier réalise de véritables miracles dans ce domaine ; la résistance des brigades internationales, appuyées par une aide technique sérieuse du gouvernement russe s'oppose avec succès aux offensives de Franco. Malheureusement, l'information à donner à ce sujet se heurte au danger de fournir des précisions utiles à l'ennemi et au besoin de distinguer la vérité au travers de l'exagération à laquelle se livre aussi bien la presse gouvernementale que celle des fascistes. (...)

Grâce à l'aide des Russes, l'arme de l'aviation du gouvernement de Madrid a été complètement renouvelée. Il apparaît clairement que de 100 à 200 appareils sont arrivés, appareils merveilleux, supérieurs aux Junkers et Capronis. Ce sont des avions combinant les types chasseurs et bombardiers, pouvant emporter 700 kilos de bombes. Ils ont un rayon d'action de 400 km et plusieurs d'entre eux sont armés de mitrailleuses pouvant tirer 1800 coups par minute. (...). Les camarades russes n'ont pas seulement livré des avions et des pilotes ; ils ont amené aussi tout le nécessaire pour l'arme de l'aviation : grues pour le déchargement, camions pour le transport, ateliers de montage et mécaniciens. Ils ont fourni aussi des tanks : ceux-ci sont supérieurs aux petits tanks italiens, mais ne ré-

sistent pas contre les canons anti-tanks de fabrication allemande dont disposent les rebelles. Le mot d'ordre des équipages est : pas de tank laissé aux mains de l'ennemi. Certains équipages se sont fait sauter plutôt que de se rendre prisonniers. L'aide des spécialistes militaires russes se fait nettement sentir : il règne une plus grande discipline ; de bonnes tranchées et autres fortifications de tout genre ont été établies. (...)

Dans la Brigade internationale on trouve des camarades allemands qui ont passé par les camps de concentration de Hitler, des Italiens venant directement d'Italie ou qui étaient depuis longtemps dans l'émigration. Des Autrichiens, des Polonais, des Tchèques, des Yougoslaves, des Anglais, des Français combattent dans la brigade. Ce sont des soldats par conviction et ils se battent comme des lions. La brigade a une renommée presque légendaire parmi les camarades espagnols. Elle a sauvé Madrid, en agissant avec quelques bataillons espagnols. C'est une troupe de choc qui intervient partout où la situation est tendue. Souvent, elle va au combat en chantant l'Internationale dans cinq ou six langues différentes. Évidemment ses pertes sont sensibles. Mais elles sont immédiatement compensées par de nouveaux volontaires arrivant chaque jour de différents pays. Les actes accomplis par cette brigade comptent parmi les plus beaux inspirés par la solidarité internationale que le mouvement ouvrier ait jamais connu.

(N°239 du 25 janvier 1937)

En hommage à Finbar Cafferlay, indépendantiste et écologiste irlandais, Dmitry Petrov, anarchiste russe et Andrew Cooper, socialiste étatsunien, tombés en Ukraine face à l'impérialisme russe.

Pierre CHAMECHAUDÉ



Notes sur les grèves et manifestations en mars

Notre camarade Christian Mahieux a complété son article « Grèves et manifestations en France » paru dans la dernière *RP* par quelques billets sur le site *ceriseslacooperative.info* dont nous reprenons ici des extraits. Un article plus complet est en préparation pour le numéro 23 des *Utopiques*. [NDLR]



L'intersyndicale devrait appeler à la grève générale ? Certes, mais si l'objectif est de construire la grève générale, pas seulement de dire qu'on y a appelé, qu'est-ce qui est le plus utile : un appel avec les deux mots souhaités, d'une ou deux organisations seulement ? Ou un appel à « mettre à l'arrêt le pays » immédiatement suivi d'un autre à « poursuivre et amplifier le mouvement » comme l'ont fait ensemble CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU ?

Y compris dans les secteurs en grève reconductible, on note un recul de l'auto-organisation, un affaiblissement de la pratique des Assemblées générales de grévistes. Il ne s'agit ni de le cacher ni de s'en satisfaire. C'est un problème auquel est confronté le syndicalisme prônant l'émancipation sociale, la rupture avec le capitalisme, l'autogestion, la socialisation des moyens de production et d'échanges. La faiblesse des outils interprofessionnels locaux revient aussi à la surface, comme lors de chaque mouvement social d'ampleur ; il faudra essayer d'en tirer les enseignements, en cohérence avec les constats, si on veut que les choses changent.

(13 mars)

Un palier a été fixé par l'intersyndicale CFDT/CGT/FO/CGC/CFTC/UNSA/Solidaires/FSU au 7 mars, avec l'appel à « mettre la France à l'arrêt ». Au soir de cette journée, le message des mêmes organisations interprofessionnelles nationales était très clair : « [l'intersyndicale] soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement. » Contrairement à ce qui a pu se produire lors de mouvements similaires du dernier quart de siècle, cette fois-ci, l'intersyndicale n'est nullement un frein ; n'en déplaise à quelques commentateurs « radicaux » mais non-grévistes ou à quelques « révolutionnaires » dont le propre secteur ne brille pas par le nombre de grévistes. Au contraire, sa résistance sur le long terme est un élément déterminant dans le niveau de mobilisation. Cela se voit à travers les manifestations bien sûr, mais aussi dans les grèves, à l'exemple de la SNCF où, depuis le 7 mars les cheminots et cheminotes reconduisent la grève, à l'appel

des quatre fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail [Solidaires], CFDT. Avec les différences liées aux implantations syndicales, ceci se retrouve, peu ou prou, dans les autres professions où il y a des grèves de masse à l'échelle nationale. L'unité est très visible aussi dans les différentes actions décidées localement à travers tout le pays : diffusion de tracts aux portes d'entreprises ou dans des lieux publics, blocage de péages, de ronds-points ou de routes, soutien aux occupations de sites de production, etc. Il y a une relation dialectique entre le maintien de l'intersyndicale nationale dans la durée et les mots d'ordre portés par chacune des forces syndicales. L'effet sur le réel – et c'est ça qui compte – se traduit par le niveau important de la mobilisation sociale.

La mobilisation sociale est à la fois exceptionnelle et insuffisante. Exceptionnelle par le nombre de manifestantes et manifestants, par la durée, par la révolte populaire relancée par le choix du « passage en force » à l'Assemblée nationale, et aussi par le fait que des grèves touchent depuis deux mois de nombreuses entreprises privées, dans divers champs professionnels. Insuffisante, car, comme nous le disons depuis le début « les manifestations ne suffiront pas » ; or, cela reste le mode d'action privilégiée de beaucoup. Le blocage de l'économie, l'arrêt des moyens de production, c'est-à-dire la grève, demeurent difficiles à généraliser ; que ce soit dans la durée bien sûr, mais même lors des « journées nationales ».

Si ce constat est nécessaire pour avancer, il convient de redire aussi le caractère puissant de ce mouvement de masse. Sans revenir sur les énormes manifestations dans l'ensemble des territoires, il faut noter les blocages, les rassemblements, qui perdurent depuis le 7 mars. Ils ne remplacent pas la grève, car ils ont un effet plus faible sur l'économie, sur la production et donc sur les profits des capitalistes. Mais ils mettent en action, ensemble, des équipes syndicale CGT, Solidaires, FSU, voire FO ou CFDT des mêmes villes, des mêmes quartiers dans les grandes agglomérations ; ce sont des initiatives syndicales qui rassemblent des centaines, parfois des milliers de participantes et participants. A court terme, cela renforce la confiance populaire envers le mouvement et les organisations syndicales qui l'organisent ; à long terme, cela induit une dynamique positive pour le mouvement syndical.

(25 mars)

Christian MAHIEUX

« Le » gréviste « espagnol » est avant tout une femme basque

C'est l'observation qui ressort des statistiques du ministère du Travail. Le journal en ligne *El Salto*¹ met en avant cette information, dans un article du 18 avril. 62 % des personnes qui ont fait grève en ce début d'année 2023 étaient des femmes. Les statistiques ministérielles portent sur la période allant du 1^{er} janvier au 7 mars ; elles n'englobent donc pas le 8 mars. L'an dernier, cette proportion était déjà de 73 %. Nous n'avons pas de statistiques quant à la répartition femmes/hommes dans la représentation médiatique des grévistes, mais on peut parier sans risque que le résultat n'est pas le même !



Les chiffres de l'année 2022 permettent aussi d'analyser la répartition des grévistes. Le Pays basque et la Navarre ont représenté 56 % des grèves déclenchées dans l'ensemble de l'État espagnol. *El Salto* note fort justement que c'est aussi dans ces deux « communautés autonomes » qu'ont été obtenues les plus fortes augmentations salariales dans les conventions collectives : 5,07 % au Pays basque, 4,49 % en Navarre, tandis que la moyenne d'Etat est de 2,85 %. ELA, première force syndicale du territoire et, à un degré moindre, LAB, sont à l'origine de la grande majorité des grèves (et des acquis). C'est aussi au Pays basque que la journée de travail est la plus courte : 1 688 heures par an, contre une moyenne de 1 735 heures dans l'État espagnol. *El Salto* précise ensuite que les plus importantes augmentations salariales ont été obtenues « en Galice - où le syndicat CIG est majoritaire - avec 3,94 %. Elle est suivie par le País Valencià (3,76 %), la Cantabrie (3,69 %, le seul territoire où la campagne « Salaire ou conflit » [des CCOO] a été une réalité avec le secteur de la métallurgie mobilisé pendant l'été) et la Catalogne (3,13 %), où la CGT a mobilisé 87 % de ceux et celles qui soutenaient une grève. Dans le reste des territoires, les accords sont inférieurs à 3 %. » En nombre absolu, c'est en Catalogne qu'il y a le plus de « journées non travaillées » pour cause de grève.

Christian MAHIEUX

¹www.elsaltdiario.com

50 ans après, ce que nous dit aujourd'hui la lutte des Lip

« On fabrique, on vend, on se paye ». C'est ce qu'ont fait les grévistes de Lip en 1973, il y a cinquante ans.

Ouvrières et ouvriers de l'horlogerie à Besançon, elles et ils ont défié l'ordre et la légalité capitaliste des mois durant.

Parce qu'elle a incarné l'insubordination ouvrière des années 68 et la convergence des combats de cette période, notamment avec celui du Larzac ;

Parce qu'elle a rendu vivante, en pratique, l'idée d'autogestion avec la remise en route de la production de montres et le versement de « payes sauvages » pour financer la grève ;

Parce qu'elle a été traversée, percutée, par l'affirmation féministe ;

Parce qu'elle a été une importante lutte contre les licenciements en ces premiers temps de montée au chômage de masse :

La grève des Lip porte en elle les aspirations d'égalité et d'émancipation qui nous anime, elle nous parle, elle nous inspire, elle est notre patrimoine commun.

Nous souhaitons faire vivre la mémoire de cette grève et l'interroger au présent, au travers de nos résistances, de nos luttes et de nos espoirs d'aujourd'hui. Et nous n'en manquons pas à l'heure des imposantes et décisives mobilisations pour la défense du droit à la retraite.

Nous proposons que des initiatives soient prises nationalement, en lien avec celles existant à Besançon. Nous invitons à un premier temps fort pour ce cinquantenaire :

Les samedi 17 et dimanche 18 juin 2023 (parce que la date du 18 juin 1973 est celle de l'AG des grévistes de Lip qui décida de la relance de la production) au siège de l'Union syndicale Solidaires, 31 rue de la Grange aux belles, 75010, Paris.

Quatre tables rondes sont prévues :

- Les luttes ouvrières des années 70, au travers de Lip.
- Les reprises d'entreprises aujourd'hui.
- L'unité syndicale, l'auto organisation et le mouvement syndical aujourd'hui
- Le féminisme et la lutte des Lip

Films, livres, affiches, etc. compléteront ces journées.

Les premiers signataires de l'appel : Alternative ESS; Association Autogestion; Ateliers Travail et Démocratie; Attac; Cerises, la coopérative; Confédération paysanne; Contretemps, revue de critique communiste; Éditions Syllepse; FSU; Institut Tribune socialiste; Politis; Réseau féministe Ruptures; *La Révolution prolétarienne* ; Syndi-collectif; Union syndicale Solidaires; *Les Utopiques*.

◇◇◇

Une commission syndicalisation à Solidaires 35

L'Union Départementale (UD) de Solidaires en Ille-et-Vilaine (35) avait voté sa création à son dernier congrès. Voici un rapide bilan de ce qui a été réalisé ces derniers mois.

La Commission Syndicalisation s'est depuis mise en place et tient une **permanence tous les 15 jours**, depuis juillet 2022, le lundi soir dans les locaux de l'UD. Un **livret de présentation** de l'Union Départementale, de ses syndicats et des commissions de travail a été réalisé. Les **cartes de visite** des permanences syndicales et juridiques ont été actualisées. Depuis plusieurs mois nous enregistrons des adhésions car **de nombreux salariés peuvent ainsi venir nous rencontrer en dehors de leurs heures de travail** le soir. Ce qui n'est pas possible pendant le travail.

Dans le cas où il n'existe pas de syndicats dans le secteur où ils travaillent, nous proposons l'adhésion directe à l'Union Départementale, comme nous le permettent nos statuts. Nous avons mis en place une liste de diffusion afin que les adhérent.es isolés reçoivent l'information interpro, puissent s'impliquer dans les actions, puissent se former, etc. Le maintien d'un contact avec les adhérent.es isolés permet d'identifier des secteurs potentiels pour la mise en place de campagnes de syndicalisation. Il permet aussi de comprendre les problématiques qui sont des freins à la syndicalisation dans ces secteurs et ainsi de mieux préparer et cibler nos campagnes. Une fois que nous avons un nombre suffisant d'adhérents motivés dans un secteur, nous enclenchons la création d'un syndicat départemental.

C'est par exemple ce qui se fait en ce moment avec les salariés des associations qui sont plusieurs à avoir adhéré récemment et à vouloir créer un syndicat départemental ASSO Solidaires. Nous avons le projet de faire de même dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics car nous avons eu plusieurs adhésions récemment, notamment à la suite de notre campagne de syndicalisation pendant la lutte pour nos retraites.

Avant et pendant la mobilisation pour les retraites, nous avons organisé des collages d'affiches de Solidaires, des distributions de tracts dans des secteurs de grand passage mais surtout nous organisons des **tournées syndicales interpro vers les déserts syndicaux, en ciblant un secteur où nous revenons régulièrement pour construire des liens.**

Notre but est de nouer des contacts avec des travailleurs.euses qui seraient intéressés pour se syndiquer. En faisant des tournées à deux militants seulement pour ne pas faire peur et ainsi avoir une discussion

sereine, nous avons pu établir quelques contacts intéressants à suivre.

La période de lutte que nous connaissons est vraiment le moment pour organiser ces tournées. 9 salariés sur 10 sont opposés à la contre-réforme comme nous. C'est un début idéal pour entreprendre une discussion sur le syndicalisme avec des salariés des déserts syndicaux, dont beaucoup connaissent mal leurs droits, ne savent pas toujours qu'ils peuvent faire grève, se syndiquer, etc.

Il n'est nul besoin d'être spécialiste pour faire une tournée. Il suffit de parler, de présenter le syndicat et d'expliquer que nous donnons une information sur les retraites. Après, soit la discussion s'enclenche, soit il vaut mieux continuer ailleurs. Nous avons profité aussi des manifestations pour discuter avec les travailleurs qui suivent notre cortège.

Une dynamique a été enclenchée mais ce type d'action est peu visible et attire beaucoup moins de monde qu'une manif ou un blocage. Elle porte ses fruits sur un temps plus long et nous permet de renforcer l'Union Syndicale pour être en capacité un jour de généraliser la grève dans tous les secteurs. Il nous reste à convaincre de le faire plus largement et d'amener plus de camarades à le faire régulièrement.

K. (militant Solidaires 35)

SUR INTERNET

Le magnifique album d'aquarelles de José Luis Rey Vila, dit Sim: « **Estampas de la revolución española: 19 de julio de 1936** », publié par la CNT en décembre 1936 et dont nous avons publié des extraits dans *La RP* n°794, est disponible gratuitement en ligne sur les sites de l'IISH d'Amsterdam et de la Bibliothèque numérique de la Communauté de Madrid : <https://access.iisg.amsterdam/universalviewer/#?manifest=https://hdl.handle.net/10622/ARCH00293.81A.3G?locatt=view:manifest> et https://bibliotecavirtualmadrid.comunidad.madrid/bvmadrid_publicacion/es/catalogo_imagenes/grupo.do?path=1083844



La FSM – Maladie infantile du syndicalisme ou stade final du syndicalisme de compromission ?

Il est souvent difficile de trouver un titre accrocheur, surtout quand un certain nombre de bonnes idées ont déjà été exploitées. Sur le sujet de la FSM, des auteurs comme Dan Gallin (« La FSM ou ... le syndicalisme hydroponique ») ou Jean-Marie Pernot (« De quoi la FSM est-elle le nom ») ont déjà utilisé quelques formules percutantes. Choisissons donc de paraphraser Lénine pour enfoncer sans doute trop gentiment le clou : la FSM n'est en effet pas seulement une maladie infantile qui constituerait une forme d'errement de jeunesse. Dans sa forme actuelle, plutôt sénile qu'infantile, elle est une compromission morale et éthique qui aligne ses défenseurs sur les régimes les plus antisyndicaux du monde.

Rappels historiques et théoriques

Fondée en octobre 1945 à Paris, au lendemain de la seconde guerre mondiale, la FSM regroupe alors des organisations syndicales ne partageant ni la même histoire, ni les mêmes orientations. Le mariage entre syndicats non-issus d'une tradition communiste et syndicats regardant avec sympathie l'expérience soviétique ne résistera pas au démarrage de la guerre froide et la FSM unitaire cessera d'exister par étapes, au cours de l'année 1949. En janvier, le TUC britannique cesse de participer à ses activités. En décembre de la même année, les organisations syndicales d'obédience sociale-démocrate, réunies par leur anticommunisme, fondent la Confédération Internationale des Syndicats Libres.

Pour bien comprendre la nature de la FSM de 1949, il faut revenir sur les étapes qui ont précédé sa création, notamment celles qui jalonnent les années 20 et 30.

Dans la situation internationale qui suit la révolution d'Octobre, Lénine doit revisiter la question syndicale. Il renforce encore sa conviction que le syndicat doit être un outil d'affirmation de l'autorité du parti sur la classe ouvrière.

La neuvième des 21 conditions fixées à l'entrée dans l'Internationale communiste est le reflet de cette prise de conscience : « *Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. (...). Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti* ». Dans un tel contexte les syndicats, dont Lénine écrit qu'ils sont

« *l'école du communisme* » seront en fait l'instrument de la mise au pas des comités d'usine, ces structures qui s'étaient bien souvent constituées spontanément dans les entreprises à partir de la révolution de février 1917, pour assurer la défense des intérêts de la classe ouvrière, mais aussi pour tenter de faire tourner les fabriques sans les patrons.

Sur le plan international, Lénine et les Bolchéviks profitent de la force d'attraction et de l'élan que provoque la révolution russe au sein du prolétariat mondial pour créer en 1921, sous l'impulsion de l'Internationale Communiste (le Komintern), une Internationale Syndicale Rouge (appelée en russe Profintern). La création du Profintern va conduire à la scission de nombreuses organisations syndicales en Europe de l'Ouest. C'est sur cette question de l'affiliation internationale que s'opèrent la scission de la CGT et la création de la CGTU en 1922, les futurs confédérés refusant de voir se constituer, en application de la neuvième des vingt-et-une conditions, des fractions communistes agissantes dans les syndicats.

Conformément à la vision léniniste, le syndicalisme doit se concentrer sur les fonctions que lui confère le commandement politique. Deux configurations sont alors envisagées : en contexte capitaliste, le syndicat doit agir sous la direction du parti communiste (lui-même relié au Komintern) pour œuvrer à la révolution socialiste ; en contexte socialiste, le syndicat est l'un des rouages du maintien de l'ordre des choses économiques, sociales et politiques.

Le modèle socialiste confiait par conséquent à l'organisation syndicale unique, dans chacun des pays du bloc soviétique, une triple fonction parfaitement délimitée :

➤ Une fonction sociale, par le biais de la gestion directe du patrimoine social des entreprises. Ce dernier allait bien au-delà des emblématiques camps de pionniers, de loisirs, de sports ou de repos. Le système de protection sociale reposait en effet quasi-intégralement sur les entreprises (ou les administrations dans leur qualité d'employeurs) à qui revenait la charge d'entretenir les institutions de santé (hôpitaux, cliniques, sanatoria...) et d'assistance sociale (crèches...) et de redistribuer les pensions à leurs anciens salariés retraités. Les syndicats prenaient une part très active dans la gestion de l'ensemble de ces fonctions sociales, en les assumant parfois directement.

➤ Une fonction économique, essentiellement symbolisée par une double intervention syndicale, d'une part dans la gestion du personnel (embauches,

promotions...), d'autre part dans une mission de stimulus de la production (mobilisation des ressources humaines dans la réalisation du plan, primes...).

➤ Une fonction politique, le syndicat étant intégré dans les rouages du pouvoir. La frontière entre le parti, l'État et l'organisation syndicale était inexistante et les parcours individuels pouvaient passer sans aucune difficulté des uns aux autres. Pendant toute la période socialiste, les ministres « sociaux » (travail, affaires sociales, santé...) voire « économiques » (plan, industries de branches) ont ainsi majoritairement été choisis parmi les dirigeants du syndicat.

Si les missions sociales rendues par le syndicat étaient en général appréciées par les travailleurs, elles ne suffisaient cependant pas toujours à désamorcer les situations tendues et difficiles, et à effacer par conséquent la lutte des classes. Les grèves continuaient (cf. celles des usines de construction de locomotives de Novotcherkassk en juin 1962) ainsi à exister même si elles étaient interdites et jamais organisées par le syndicat, celui-ci tentant parfois de jouer un rôle de médiation.

Dans l'Internationale Syndicale Rouge, des débats existaient cependant et remettaient partiellement en cause ces trois fonctions. Tomsky, secrétaire général du VTsSPS (la confédération syndicale d'URSS) s'opposait ainsi à Lozovsky secrétaire général du Profintern parce qu'il le jugeait trop conciliant à l'égard des sociaux-réformistes¹ et surtout, parce que Lozovsky, ancien militant de la CGT française entre 1909 et la Première Guerre mondiale, défendait l'idée d'une autonomie du Profintern par rapport au Komintern.

Lozovsky quittera en 1937 toutes ses responsabilités dans le mouvement syndical, alors que Staline prend la décision de dissoudre l'Internationale syndicale rouge. Ainsi prend fin la première tentative de structuration léniniste du syndicalisme international. À partir de 1949, la FSM renoue avec la théorie des trois fonctions pour les syndicats évoluant en contexte « socialiste », les autres étant censés agir communément avec les partis communistes à la défense ou à l'établissement de ce modèle socialiste des relations du travail, mais aussi simultanément et avec plus ou moins de convictions en fonction des situations locales, à la défense des intérêts géopolitiques de l'URSS.

Les années 70 sont celles en URSS, mais aussi et surtout dans plusieurs démocraties populaires, notamment en Pologne (avec Solidarnosc) et en Tchécoslovaquie (autour de la Charte 77), de l'émergence d'un syndicalisme de contestation se développant en dehors des structures syndicales officielles. En URSS, cette place est principalement occupée par le SMOT. Les organisations syndicales officielles réagissent

¹ Mikhaïl Tomsky, *Le parti et les syndicats*, GIZ, 1926, p. 45.

souvent aux côtés du pouvoir dans une logique répressive, mais tentent aussi parfois de se poser en interlocuteurs des travailleurs qui tentent de s'organiser en dehors d'elles.

Les contacts que le syndicalisme institutionnalisé du bloc soviétique a pu nouer avec des organisations syndicales à l'Ouest ou dans les pays du sud, notamment au sein de la FSM, ne l'aident malheureusement pas à appréhender ces nouveaux phénomènes et le dialogue est parfois difficile sur ces sujets, même lorsque les relations d'amitiés et de confiance sont fortes.

Le syndicalisme de type soviétique, dominant dans les structures de la FSM, avait une forme et une finalité tout à fait particulières, extraordinairement contraintes par la nature du régime. En contrepartie d'une absence de libertés politiques, mais aussi syndicales (refus du pluralisme syndical, inexistence d'un droit effectif de grève), il a joué un rôle économique et social souvent apprécié des populations, le transformant en modèle pour certains, en épouvantail pour d'autres.

La FSM d'aujourd'hui, tout en développant une forme de nostalgie par rapport à cette configuration du monde syndical datant d'avant 1992, a remplacé l'alignement sur un modèle soviétique dorénavant disparu, par une lecture campiste des relations internationales.

Le campisme qui caractérise la FSM contemporaine

Le « campisme » renvoie à l'idée que la société serait irréductiblement divisée en deux camps, un « bon » – par pétition de principe, celui du groupe appliquant la logique campiste – et un « mauvais » - le « leur » par exclusion. Cette vision verticale et définitive des choses est surtout appliquée dans la lecture des faits internationaux. Les adeptes du « campisme » évoluent par conséquent dans un monde binaire et confortable et portent toujours des jugements péremptaires et définitifs sur les faits et événements auxquels ils sont confrontés.

Si le terme de campisme a été initialement employé pour qualifier le soutien tactique et conjoncturel de certains mouvements d'extrême gauche à l'Union soviétique, tout en la qualifiant d'État ouvrier dégénéré, on peut considérer que toute tentative de réduire la lecture d'un événement à l'affrontement de deux puissances et à prôner l'alignement sur l'une d'entre elle, relève d'une logique campiste. À ce titre les États-Unis, l'URSS puis la Russie, mais aussi la plupart des grandes puissances (nationales ou régionales comme l'UE) appliquent, hier comme aujourd'hui, à des degrés divers, des formes de campisme. Par définition et comme une lapalissade, on trouve donc des campistes ... dans tous les camps.

Pour les campistes, tout événement international doit donc conduire à choisir son camp. Pour peu que d'aucuns hésitent, défendent le droit de ne pas choisir (entre deux impérialismes par exemple), ou pire

choisissent le « camp d'en face », ils seront immédiatement brocardés comme des traîtres et identifiés comme des ennemis plus dangereux encore que ceux « naturellement » situés dans le camp d'en face. Dans l'esprit du campisme, une prime est toujours accordée à celui qui paraît le plus ferme dans la défense de ses intérêts supposés. Pour dénoncer celui qui ne se sentirait pas à l'aise dans cette vision manichéenne des choses, la sanction est immédiate : il sera renégat car, pour le campiste, le doute ou l'esprit de compromis n'est que le masque de la trahison.

La situation la plus confortable pour les adeptes du campisme est celle d'un affrontement direct entre deux super-puissances. Pendant la guerre froide (et ses épisodes plus chauds), il était facile de déterminer les frontières entre les deux camps. Les choses se complexifient avec la disparition du bloc soviétique.

Il devient moins aisé de caractériser et de délimiter les camps en présence et ceux-ci n'adoptent pas toujours des contours compatibles avec une lecture campiste des événements. Ainsi, une révolution sociale peut sembler faire le jeu d'une puissance aux aguets sur une région du monde. A contrario, un régime autoritaire, conservateur sur le plan social et libéral au plan économique peut apparaître comme s'opposant aux velléités hégémoniques d'une autre puissance impérialiste, potentiellement non moins anti-sociale.

Dans cette vision «primairement binaire» de l'histoire de l'humanité et de son actualité, on n'évoque jamais le fait que les tensions internationales pourraient être le fait de puissances impérialistes à renvoyer dos à dos car défendant chacune leurs intérêts économiques ou leurs positions dominantes. Parfois même, on va travestir une lutte de libération et la dénoncer comme le jouet d'un impérialisme pour mieux dissimuler les visées de l'impérialisme concurrent. On ne met en avant que les idéaux les plus nobles, pour servir de moteur aux tensions et déclencher l'alignement : la liberté contre le totalitarisme ; le Monde libre contre l'Empire du mal. Ou dans la version inversée, la souveraineté contre l'impérialisme ; le Paradis socialiste contre l'Enfer capitaliste.

Aujourd'hui encore plus qu'hier, ces « camps » ne sont bien souvent que des constructions rhétoriques que l'intégrité des convictions et l'honnêteté militante exigent de déconstruire. Chaque camp en présence recèle toujours des éléments contradictoires à prendre en compte, éléments dont les campistes ne s'embarrassent pas. L'alignement sur l'un ou l'autre camp conduit parfois à contrevenir aux principes que l'on est censés défendre et aux objectifs que l'on dit poursuivre.

Ceci ne veut pas dire que l'on ne peut choisir. Contre les impérialismes, il faut prendre parti de façon systématique, quitte bien souvent, à les dénoncer

tous. Et, quelquefois, le faire de façon différenciée et se choisir ponctuellement des alliés auxquels on devra inévitablement s'opposer plus tard dans d'autres contextes. Mais il est possible de le faire sans tomber dans l'aveuglement « campiste », sans sacrifier de justes causes au nom de ce qui apparaîtrait de façon messianique comme la cause suprême.

Éclairons ce propos de quelques exemples en lien avec les thèses défendues par les « supporters » de la FSM d'aujourd'hui. Pour ceux-là, leur camp doit amalgamer tout ce qui s'oppose à la domination américaine dans le monde sans s'appesantir sur les « détails » :

➤ Poutine fait mine de s'opposer à l'hégémonie américaine ? On fera l'impasse sur la spoliation généralisée, sur les privatisations de complaisance, sur les réformes ultra-libérales auxquelles il soumet le peuple russe depuis 25 ans. Surtout on omettra de dénoncer ou on jugera secondaires les expressions de l'impérialisme russe responsables pourtant de la mort de centaines de milliers de Tchétchènes dans les deux guerres de 1994-96 et 1999-2009, de Géorgiens lors de la guerre de 2008 ou d'Ukrainiens lors de la guerre entamée en 2014 et démultipliée en 2022.

➤ Les régions sécessionnistes de l'est de l'Ukraine prennent le titre de Républiques Populaires du Donetsk et de Lugansk ? On passera sous silence leurs liens avec l'extrême droite agissante russe et le fait que leur constitution stipule que l'orthodoxie est leur religion unique et officielle.

➤ Loukachenko porte des casquettes à larges bords, organise des défilés grandioses, embrigade la jeunesse dans un revival de Komsomol et ravive ainsi le souvenir de l'Union soviétique ? On ignorera la répression du mouvement social et du syndicalisme de lutte qui a conduit près d'une quarantaine de dirigeants syndicaux du BKDP² dans de très dures conditions de détentions entre avril et décembre 2022 pour des peines allant de 2 à 15 ans de prison.

➤ Le guide suprême iranien dénonce vigoureusement l'écrasement de la Palestine, ou le blocus imposé par l'impérialisme américain ? On taira le sort fait aux femmes, aux syndicalistes et à l'opposition de gauche en Iran, réprimés violemment avec le mouvement « Femmes, vie, libertés » à partir de l'automne 2022. Au congrès de la CGT de Clermont-Ferrand, une représentante iranienne en exil a ainsi dénoncé cette complicité de la FSM avec le régime de Téhéran (cf. dans ce numéro le texte de cette intervention). Mais l'aveuglement et la compromission vont tellement loin que cinq structures de la CGT affiliées à la FSM ont récemment écrit à leur maison mère une lettre aux accents complotistes pour la prier de livrer les éléments qui leur permettront « *que de telles calomnies ne restent pas impunies* ».

² Congrès biélorusse des syndicats démocratiques. (NDLR)

➤ Assad est dans le viseur des chancelleries de l'Union européenne et des États-Unis ? On assurera la défense du régime de Damas et on fermera les yeux sur la répression qui s'abat sur les déjà trop faibles forces progressistes syriennes.

➤ Xi Jinping est à la tête d'une Chine qui ose encore s'intituler communiste ? On dénoncera comme vendus au capitalisme yankee ceux qui soutiendront les travailleurs du Guandong en grève pour de meilleures conditions de travail et de rémunérations ou comme un complot d'ONG le mouvement social à Hong Kong ou les crimes contre les Ouïghours.

Les relations des syndicats français avec la FSM d'aujourd'hui

À l'heure actuelle, aucune confédération syndicale française n'est affiliée à la FSM ; la CGT en est sortie en 1995 après un long processus de désaffiliation entamée de facto en 1978, lorsque la centrale formule sa première demande d'affiliation à la CES.

Dans la suite logique de sa décision de désaffiliation et après avoir effectivement rejoint la CES en 1999, la CGT a pris une part active à la création de la Confédération Syndicale Internationale en 2006 après onze années d'absence d'affiliation internationale. Dans cet intervalle la CGT a impulsé et animé le « groupe des non-alignés », constitué principalement d'organisations anciennement membres de la FSM. La CSI est par conséquent le résultat d'une fusion de la plupart des organisations anciennement affiliées à la CISL, de la plupart des organisations anciennement affiliées à la CMT et d'un certain nombre d'organisations anciennement affiliées à la FSM, de sorte qu'on peut dire aujourd'hui qu'elle porte les héritages de chacune de ses composantes originelles et occupe une large place de l'espace syndical international en raison de sa stature, de son importance (200 millions de membres sur plus de 150 pays et territoires et plus de 300 structures affiliées) et de ses pratiques. Mais ce caractère massif ne facilite pas son passage à l'acte, tant elle se trouve engluée dans la somme des contraires qui la composent.

Cependant, au cours des deux mandats de Philippe Martinez, plusieurs structures de la CGT, souvent parmi les plus opposées formellement à la direction confé-

dérale, ont rejoint la FSM, de sorte que l'on compte aujourd'hui trois fédérations (l'agro-alimentaire qui ne l'a jamais quittée, la chimie et le commerce, qui y sont revenues) et trois unions départementales (Bouches-du-Rhône, Val-de-Marne, Tarn-et-Garonne) qui en sont membres. Il est clair que ces choix d'affiliation, non statutaires pour ce qui concerne les unions départementales qui ne sont pas censées avoir des affiliations internationales en propre, a fortiori différentes de celle de la confédération, relèvent aussi d'une démarche cherchant à multiplier les zones de clivages internes. Est-ce le signe d'une radicalité ? La FSM représente-t-elle une alternative au syndicalisme mondial édulcoré et sclérosé que représente par ailleurs la CSI ?

À bien des égards, la FSM du monde multipolaire actuel est bien moins ouverte que celle du monde bipolaire qui, bien que ne brillant déjà pas par son ouverture, avait néanmoins développé à plusieurs moments de son histoire une politique de la main tendue avec la CISL. La FSM d'aujourd'hui apparaît infréquentable par sa composition : certaines de ses organisations affiliées et leurs positionnements sont particulièrement problématiques. Les syndicats de Syrie, du Soudan, de Corée du Nord, du Belarus ou d'Iran sont devenus récemment des piliers de la FSM. Leur soutien aux régimes et aux dictateurs en poste, sans aucune mesure, est très choquant. Que dire également des financements et des moyens que la FSM reçoit encore de certaines de ces dictatures. Il n'est pas rare que ses instances dirigeantes se réunissent à Damas, Minsk, Téhéran ou Pyongyang.

Elle apparaît aussi infréquentable par ses actions (ou absence d'actions) et ses positionnements : la FSM est spécialiste des postures mais n'engage jamais de campagne sur les sujets fondamentaux. Où est-elle par exemple sur les débats en cours depuis dix ans devant l'OIT concernant la défense du droit de grève ? Il faut dire que là aussi, les proximités qu'elle cultive avec certains régimes ne militent pas en faveur du droit de grève, interdit ou réprimé dans des pays comme la Syrie ou la Corée du Nord. Que fait la FSM par ailleurs contre les firmes multinationales et leurs pratiques en violation des droits fondamentaux ? Sur ce sujet crucial, ce sont bien davantage les Global Union Fédérations qui mènent la lutte que les UIS de la FSM.

Pour citer un exemple illustratif de son état de compromission, relevons la position du représentant de cette dernière lors de l'examen du cas qatari par l'Organisation Internationale du travail en juin 2016 à Genève. On l'a alors entendu mêler sa voix à celles des états du Golfe pour prendre la défense de l'émir : « *Le représentant de la FSM salue les mesures prises par le gouvernement qatari pour l'abolition du système de parrainage (kafala) et la possibilité donnée aux travailleurs de changer de travail sans souffrir*



Réunion des instances de la FSM à Téhéran en février 2018

du risque de discrimination ou de sanction. En ce qui concerne l'égalité de genre, il a indiqué que la constitution qatari maintenait la discrimination car les femmes étaient supposées prendre soin de leur famille conformément à la culture et aux traditions locales. Il a ajouté que, bien qu'il existe des garanties légales pour prévenir les cas de harcèlement sexuel, il y avait cependant peu de cas reportés en la matière, comme dans d'autres pays, et qu'il n'existait pas de solution pour les éviter complètement. Il a souligné enfin que de manière générale, il y avait des indications claires et positives que le gouvernement qatari souhaitait aller de l'avant en matière de respect de la convention 111 (lutte contre les discriminations) et qu'il souhaitait que cette attitude positive du gouvernement se poursuive dans le futur. » Frappée par un scandale de corruption à sa tête en décembre 2022, la CSI a su de son côté suspendre son secrétaire général en six jours et le destituer en quelques semaines... ce qui n'a pas empêché la FSM, avocate zélée du Qatar, de lui faire la leçon.

Autre exemple significatif : alors que la CSI avait appelé à boycotter la conférence régionale européenne de l'OIT à Istanbul au début du mois d'octobre 2017, la FSM est restée étonnamment silencieuse sur les droits syndicaux en Turquie. Près de 80 organisations affiliées à la CSI ont suivi son mot d'ordre alors qu'on trouvait des confédérations membres de la FSM, comme la FPB du Belarus avec ses deux millions de syndiqués revendiqués parmi les très rares organisations présentes en Turquie, apportant de facto une forme de caution à la grand-messe voulue par le régime d'Erdogan.

Pour conclure, si ce qu'il reste de la FSM a évolué depuis 1995, c'est en pire. Elle a soutenu jusqu'au bout et au-delà des régimes totalitaires et corrompus ; elle est incapable de construire une campagne internationale en défense du droit de grève attaqué devant l'OIT ou contre l'influence excessive et liberticide des firmes multinationales. Lorsque la FSM s'est renforcée au cours des dernières années, c'est au prix de scissions et sur la base d'un faux débat entre ce qui relèverait du réformisme et ce qui relèverait de la révolution. Des postures souvent lunaires, erronées et réductrices qui ont conduit à l'éclatement de la COSATU d'Afrique du Sud en produisant des fractures là où il ne devrait pas y en avoir. Dans la CGT, seule structure française traversée par ce clivage avec une minorité prônant un retour à la FSM, le débat se déroule toujours avec une part d'imaginaire et d'affect telle qu'elle anéantit les arguments raisonnables. Malgré ces difficultés, le dernier congrès de la CGT a clairement tranché cette question puisque l'amendement déposé par l'Union départementale du Val de Marne prônant un rapprochement avec la FSM (les promoteurs n'osant pas parler d'adhésion) a été rejeté par près de 73% des délégués.

L'analyse du syndicalisme international, de ses

forces et faiblesses, des formes qu'il prend et de ses modes d'action, doit s'attacher à questionner les contenus qu'il porte, ainsi que son fonctionnement démocratique ou non. Il n'y a rien de commun entre ce qu'est la FSM aujourd'hui (une collection de postures dogmatiques déconnectées du réel et alignées sur une lecture géopolitique biaisée conduisant à défendre une série de dictatures) et les éléments fondamentaux historiques constitutifs de l'internationalisme syndical de lutte, de classe, de masse et démocratique : défense du droit de grève et des libertés syndicales partout dans le monde, lutte contre les réformes anti-sociales quels que soient les endroits où elles sont déployées et leurs initiateurs (gouvernements, patronat, organisations multilatérales), lutte contre la prédation exercée par les multinationales, lutte contre tous les impérialismes et pour la paix, soutien aux luttes de libération et à la résistance des peuples face aux régimes et aux oligarchies qui les oppressent !

Pierre CHAMECHAUDÉ

Exposition

Le musée de l'Histoire vivante présente cette année 2023 une exposition intitulée *Marx en France* qui vous conduira sur les traces de Marx dans le Paris des années 1840 jusqu'à ses rencontres avec les mondes ouvriers et intellectuels, socialistes et anarchistes, mais aussi avec d'autres émigrés allemands en exil comme lui. Sa famille et ses amis ne sont pas oubliés et vous pourrez (re)découvrir son écriture, ses textes, ses idées, sa pensée. Pour aborder la complexité du fonctionnement du capitalisme qu'il explique dans *Le Capital*, nous avons mobilisé le dessin, la bande dessinée et l'art contemporain. Enfin, plusieurs représentations artistiques, anciennes et contemporaines dialoguent entre elles et montrent que Marx fut et demeure un modèle, qu'il inspire toujours des artistes et que sa pensée plane encore dans l'air du temps.

Exposition à partir du 25 mars 2023 et jusqu'au 31 décembre à Montreuil, au musée de l'Histoire vivante – Parc Montreuil. www.museehistoirevivante.fr/



MARX EN FRANCE
EXPOSITION. 25 mars / 31 dec. 2023

Combat pour l'histoire

Être et conscience

L'être précède la conscience. En d'autres termes, la conscience est un attribut de l'être. Sans théorisation des expériences historiques du prolétariat, il n'y a pas de théorie révolutionnaire, ni d'avancée théorique. Entre la théorie et la pratique, il peut y avoir un laps de temps plus ou moins long où l'arme de la critique se transforme en critique des armes. Lorsqu'un mouvement révolutionnaire surgit dans l'histoire, il rompt avec toutes les théories mortes, et alors, sonne l'heure tant souhaitée de l'action révolutionnaire, qui vaut en soi plus que n'importe quel texte théorique, parce qu'elle en révèle les erreurs et les insuffisances. Cette expérience pratique, vécue collectivement, fait voler en éclats les barrières inutiles et les limites empêtrées fixées pendant les longues périodes contre-révolutionnaires. Les théories révolutionnaires prouvent leur validité dans le laboratoire de l'histoire.

Connaître, diffuser et approfondir la connaissance de l'histoire révolutionnaire, en refusant les mensonges et les déformations modelées ou crachées par l'historiographie bourgeoise « sacrée », en révélant l'histoire authentique de la lutte des classes, écrite du point de vue du prolétariat révolutionnaire, c'est déjà, en soi, un combat pour l'histoire, pour l'histoire révolutionnaire. C'est un combat qui fait partie des luttes de classes, comme les grèves sauvages, l'occupation des usines, l'insurrection révolutionnaire, *La conquête du pain* ou *Le Capital*. La classe ouvrière, pour s'approprier de son passé, doit lutter contre les visions sociales-démocrates, néostalinienne, catalanistes, libérales et néo-franquistes. La lutte du prolétariat pour connaître sa propre histoire est une lutte, parmi bien d'autres, de la guerre de classe en cours. Elle n'est pas purement théorique, ni abstraite ou banale, car elle fait partie de la conscience de classe elle-même et se définit comme la théorisation des expériences historiques du prolétariat international ; en Espagne, elle doit, de façon incontournable, comprendre, assimiler et s'approprier les expériences du mouvement anarcho-syndicaliste des années 1930.

Les frontières de classe creusent le fossé entre révolutionnaires et réformistes, entre anticapitalistes et défenseurs du capitalisme. Ceux qui brandissent l'étendard nationaliste, qui décrètent que le prolétariat n'existe plus ou défendent le caractère éternel du Capital et de l'État sont de l'autre côté de la barricade, qu'ils se disent anarchistes ou marxistes. Il n'y a que deux alternatives, d'une part celle des révolutionnaires, qui veulent abolir toutes les frontières, mettre à bas

tous les drapeaux, dissoudre toutes les armées et les polices ; détruire tous les États ; rompre avec tous les totalitarismes ou messianismes moyennant l'organisation d'assemblées et l'auto-émancipation ; en finir avec le salariat, la plus-value et l'exploitation de l'homme dans le monde entier ; stopper les menaces de destruction nucléaire, défendre les ressources naturelles pour les générations futures... et, d'autre part, les conservateurs de l'ordre établi, gardiens et voix de leur maître, qui défendent le capitalisme et ses fléaux.

Revolution ou barbarie

Le prolétariat est propulsé dans la lutte des classes par sa propre nature de classe salariée et exploitée, sans que personne n'ait besoin de lui enseigner quoi que ce soit ; il se bat parce qu'il a besoin de survivre. Lorsque le prolétariat se constitue en classe révolutionnaire consciente, face au parti du capital, il a besoin d'assimiler les expériences de la lutte des classes, de s'appuyer sur les conquêtes historiques, tant théoriques que pratiques, et de dépasser les erreurs inévitables, de corriger de façon critique les erreurs commises, de renforcer ses positions politiques en prenant conscience de leurs insuffisances ou de leurs lacunes et de compléter son programme ; enfin, il doit résoudre les problèmes non résolus antérieurement en assimilant les leçons que l'histoire elle-même nous donne. Et cet apprentissage ne peut se faire que dans la pratique de la lutte de classe des différents groupes d'affinités révolutionnaires et des différentes organisations du prolétariat.

Il n'y a pas de séparation, dans des catégories bien étanches, entre lutte économique et lutte politique. Toute lutte économique est en même temps, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, une lutte politique, et en même temps une lutte pour l'identité de classe. La critique de l'économie politique, la critique de l'histoire officielle, l'analyse critique du présent ou du passé, le sabotage, l'organisation d'un groupe révolutionnaire, le déclenchement d'une émeute ou d'une grève sauvage, sont autant de combats au sein de la même guerre de classe. La vie d'un individu est trop courte pour pénétrer profondément dans la connaissance du passé, ou pour approfondir la théorie révolutionnaire, sans une activité collective et internationale qui lui permette de faire sienne l'expérience des générations passées, et qui lui permette à son tour de servir de pont et d'incitation aux générations futures.

La mémoire historique est un champ de bataille de la lutte des classes !

Agustín GUILLAMÓN

Traduction d'Eulogio. Barcelone, mars 2023

S'il est 23h 55 dans le siècle

Rien de fondamental et de solide ne s'oppose à l'installation d'ici quelques années d'une dictature d'extrême droite en France. Cela ne veut pas dire que cette perspective funeste serait inéluctable : heureusement, nous pouvons encore y échapper.

L'antifascisme doit faire partie de nos préoccupations permanentes toute l'année. Il s'agit aussi de lutter contre toute la contamination de thématiques autoritaires et xénophobes dans différents milieux. Des courants autoritaires, voire réactionnaires, existent dans « la gauche », y compris dans les rangs syndicalistes. Les mélenchonistes et les néostalinienistes cultivent le culte du chef, du « sauveur » qui décide à lui seul de l'orientation, au mépris de tout fonctionnement démocratique. Le confusionnisme s'installe, des passerelles se faisant avec des propagandistes de droite voire d'extrême droite, au nom d'une haine commune de l'écologie, du féminisme, de l'antiracisme, de la « mondialisation », etc. Le complotisme s'affiche parfois jusque dans nos manifestations.

Les valeurs fondamentales des mouvements pour l'auto-émancipation méritent d'être toujours remises en avant : internationalisme, démocratie, auto-organisation, lutte contre le racisme, contre l'antisémitisme, contre le sexisme et contre l'homophobie. Ces bases communes permettent l'émergence de luttes sociales unitaires, contre le patronat, contre le gouvernement, et contre l'extrême droite qui reste le pire ennemi des travailleuses et des travailleurs. L'analyse rationnelle de la société actuelle constitue à la fois une critique indispensable du mode de production capitaliste, et une démonstration de la vanité de la pseudo-radicalité des diverses variantes de complotistes qui créent des diversions et des confusions, lesquelles ne peuvent qu'affaiblir les mobilisations de la classe sociale exploitée.

S'il est 23 h 55 dans le siècle, alors il faut prendre conscience de la gravité de la situation actuelle et des dangers qui nous menacent. Agissons tant que la nuit n'est pas complètement tombée.

Pierre LOINOD

Souscription PERMANENTE

C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

80^{ème} anniversaire de la disparition de Gilbert Serret

La journée du 8 juillet prochain au Teil (Ardèche), fruit d'une collaboration étroite entre la FSU et la CGT, promet d'être un moment fort de réflexion et de partage syndicaliste et révolutionnaire, autour de l'engagement du couple France et Gilbert Serret.

Le temps fort sera un colloque incontournable intitulé : « Les Serret, un syndicalisme pour changer le monde. »

Ce colloque réunira des intervenants de renom (Loïc Le Bars, Thierry Flammant, Vincent Présumey, ...), qui apporteront leurs éclairages sur les liens entre le syndicalisme enseignant et le mouvement ouvrier, ainsi que sur les multiples combats menés par ce couple inspirant.

Outre le colloque, d'autres activités enrichissantes vous attendent tout au long de la journée. Vous pourrez découvrir des stands thématiques, explorer une librairie consacrée aux idées progressistes, et vous désaltérer à la buvette tenue avec soin par l'UL-CGT du Teil.

Rejoignez-nous nombreux pour rendre hommage à ces pédagogues ardéchois qui collaboraient à *La Révolution Proletarienne*, et poursuivons la défense de leurs idéaux. Ensemble, continuons à faire vivre leur héritage et à lutter pour un monde plus juste.

A l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la disparition de Gilbert Serret

l'HS-CGT et la FSU de l'Ardèche ont le plaisir de vous inviter

samedi 8 juillet
au Teil

à une grande
journée populaire

« **Les Serret,**
un syndicalisme pour changer le monde. »

Programme :

France et Gilbert Serret, effectuent toute leur carrière d'instituteurs dans le sud Ardèche, sauf en 1941-1942, quand le régime de Vichy les mute d'office dans des postes déshérités de la Haute-Loire. Gilbert dirige la Fédération Unitaire de l'Enseignement tandis que France est à l'origine de la création des Groupes féministes de la Fédération et milite pour une pédagogie alternative et plus active. Bien entendu, ils seront de tous les combats antifascistes, anticoloniaux et pacifistes d'entre les deux guerres.

10 H. Visite commentée de la Cité Blanche, la cité ouvrière des cimenteries Lafarge.

14 H. (salle du stade) **Colloque** : France et Gilbert Serret : un syndicalisme pour changer le monde, en prise avec son époque et ancré en Ardèche. Les différentes interventions aborderont les rapports entre le syndicalisme enseignant et le mouvement ouvrier, puis les différents aspects des combats du couple.

18 H. Réunion publique
France et Gilbert Serret, pédagogues ardéchois, syndicalistes et révolutionnaires.

19H30. Buvette, petite restauration assurées par l'UL-CGT du Teil

20 H. Concert de Skrank.
Toute la journée. Stands. Librairie.



Entretien avec Guillaume Goutte, auteur de *Dix questions sur le syndicalisme*

Guillaume Goutte, militant du Syndicat général du Livre de la CGT, vient de publier le petit ouvrage *Dix questions sur le syndicalisme* (Libertalia, 2023, 8 euros). Il a accepté de répondre à nos questions.

La RP : Dans ton livre, tu rappelles l'engagement de Pierre Monatte et de La Révolution prolétarienne en faveur de l'indépendance syndicale et du syndicalisme révolutionnaire (p. 61) ; comment penses-tu que cette orientation peut intéresser aujourd'hui de jeunes travailleurs précaires, qui souvent se syndiquent peu ?

Guillaume Goutte : C'est une orientation qui permet de ne tomber dans aucun des travers des autres types de syndicalisme : en alliant revendication immédiate et aspiration révolutionnaire, en refusant de faire le jeu de l'antagonisme, elle permet une action syndicale en prise avec les réalités mais pour laquelle le souci du pragmatisme ne vient pas annihiler toute perspective de révolution. En affirmant que rien n'est étranger au syndicalisme, le syndicalisme révolutionnaire rend la confédération syndicale légitime pour s'emparer de tous les sujets, il sort la pratique syndicale du seul cadre de l'entreprise pour lui faire épouser les combats écologiste, féministe, antiraciste... Nombre de jeunes travailleurs sont à la recherche de ces convergences, que j'appellerais plutôt, dans le cadre du syndicalisme, « une confédéralisation des luttes ». Enfin, en prônant le modèle du syndicat local professionnel (un même syndicat pour tous les travailleurs d'une même profession d'un même territoire) contre celui du syndicat d'entreprise (qui ne réunit que les salariés d'une même boîte), le syndicalisme révolutionnaire propose une structure syndicale capable d'accueillir les travailleurs précaires, dépendant souvent de plusieurs employeurs et jonglant avec les entreprises et les statuts, et de leur donner les moyens de construire et de porter leurs revendications, en s'appuyant sur les secteurs moins précaires et souvent plus syndicalisés de leur profession. Ce modèle permet aussi de construire une vraie politique syndicale d'industrie (pour le contrôle ouvrier du contrat de travail, pour une politique salariale de branche...), ce que ne permet pas le syndicat d'entreprise, replié dans sa boîte, souvent coupé des réalités de sa branche et très institutionnalisé (CSE, etc.). Enfin, l'exigence d'indépendance portée par le syndicalisme révolutionnaire permet de penser et de construire le syndicalisme comme une pratique autonome de la lutte des classes, en le débarrassant des divisions alimentées par les logiques prédatrices des

organisations politiques qui voudraient soumettre les syndicats à leur agenda. Elle permet au syndicalisme de retourner à l'essentiel, à savoir la défense des intérêts du monde du travail et la construction des processus d'émancipation intégrale des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

La RP : Tu montres dans Dix questions sur le syndicalisme la nécessité pour les syndicats d'être activement antifascistes (p. 71-79). Que faut-il faire à ton avis pour que des syndiqués cessent de se tirer une balle dans le pied en votant pour l'extrême droite ?

G.G. : De l'information et de la formation syndicales, surtout. En cela, les syndicats ont un rôle important à jouer et une responsabilité historique à honorer. Il leur faut d'abord être intransigeants, en affirmant sans sourciller qu'il ne peut y avoir de place dans le syndicat pour les discours fascistes, racistes, antisémites, sexistes, homophobes et ceux qui les portent. Mais cette rigueur doit s'accompagner d'un important travail de formation des militants syndicaux sur ces questions : apprendre à connaître l'extrême droite, à la reconnaître, à déconstruire ses discours « sociaux », à démasquer ses impostures... Pour cela, le syndicalisme doit sortir du seul terrain de l'entreprise et de ses institutions, c'est primordial pour qu'il soit en prise avec ces sujets. Une fois les militants formés, il faut aller à la porte des entreprises et des centres de formation, à la sortie des métros pour aller au contact des travailleurs et informer sur les dangers de l'extrême droite : tracter, discuter, bref, informer, par tous les moyens possibles. Notre antifascisme ne peut pas être seulement un antifascisme de rue, qui se contenterait de manifester une fois par an contre la haine ou d'appeler à faire barrage dans les urnes tous les cinq ans... Enfin, il faut avoir conscience que le fascisme prospère aussi sur le manque de sociabilité. Pour enrayer la progression de l'extrême droite, le syndicalisme doit être autre chose qu'un « service public juridique en droit du travail » : il doit construire des sociabilités de classe, comme il le faisait autrefois autour des Bourses du travail, pensées comme de véritables contre-sociétés ouvrières, qui proposaient des sociabilités nouvelles, en rupture avec l'individualisme et l'isolement, faites de solidarité interprofessionnelle, d'entraide, d'éducation et de culture. Nous devons renouer avec ces ambitions et ces pratiques et, pour cela, nous devons réinvestir et redynamiser nos Bourses du travail et nos unions locales, qui sont

les structures syndicales territoriales de proximité par excellence et devraient constituer le vrai tissu social de notre classe.

La RP : Tu as participé au récent congrès de la CGT. Quelles impressions en retires-tu concernant l'avenir du syndicalisme ?

G.G. : Ce fut un congrès assez désastreux, à bien des égards, qui a montré combien la CGT était fracturée. On a beaucoup insisté, notamment dans les médias, sur la guerre des places, en mettant en avant des « personnalités » censées incarner des lignes opposées. En réalité, il n'y avait pas beaucoup de fond politique dans cette guerre interne à la bureaucratie. Les opposants à Philippe Martinez ne sont pas vraiment plus « durs » que ses partisans, ils affichent simplement des postures plus radicales. Mais il s'agit d'un radicalisme sans lendemain, hors-sol, qui se heurte en permanence à la réalité du syndicalisme dans leurs territoires ou leurs professions, qui est celle de tout le syndicalisme de classe aujourd'hui, à savoir des déserts syndicaux et des syndicats affaiblis ou trop institutionnalisés pour incarner un syndicalisme véritablement orienté sur la construction de la grève générale. Martinez a payé des choix qui, s'ils sont pertinents en eux-mêmes (rejoindre le collectif Plus jamais ça ! – Alliance écologique et sociale, par exemple), ont été pris sans trop se soucier de la vie démocratique de la CGT, il a aussi payé sa maladroite sortie en faveur d'une « médiation » dans le conflit des retraites ; en cela, la plupart des votes qui ont mis en échec la direction sortante ont moins été un désaveu de l'activité passée que l'expression d'une défiance, une sorte de « vote sanction ». L'opposition à Martinez s'est notamment construite autour d'unions départementales et de fédérations qui revendiquent leur appartenance – idéologique pour certaines (UD 13, Chimie), purement opportuniste pour d'autres (Commerce) – à la Fédération syndicale mondiale (FSM), un réseau aux accents crypto-staliniens et proche de certains régimes dictatoriaux (Corée du Nord, Syrie...). En cela, c'est sans doute assez révélateur de leur propre conception de la démocratie – autoritaire – et de l'indépendance syndicale, même si le jeu des partis politiques dans cette

histoire est assez flou, avec des appartenances variées et qui se recoupent parfois, notamment s'agissant du PCF. Finalement, cette ligne, qui est surtout une histoire de postures, a été mise en échec par le congrès : non seulement ses chefs de file ne sont pas parvenus à imposer leur candidat au poste de secrétaire général, mais ils ont aussi été désavoués par un vote sur le rapprochement avec la FSM, rejeté à 73 % par le congrès. Le choix de Sophie Binet comme secrétaire générale est un compromis (comme l'avaient été Martinez et Lepaon avant elle), sans doute le moins mauvais ; c'est une camarade issue de l'appareil, mais une bosseuse, qui maîtrise ses sujets, et en qui, je

crois, on peut avoir confiance pour maintenir les élans positifs donnés à la CGT par la direction précédente, notamment concernant le féminisme et l'écologie. Mais la composition du Bureau confédéral peut laisser craindre de voir la direction confédérale se fracturer à son tour assez vite. Finalement, le plus grand drame aura été que les manœuvres autour de la succession de Martinez auront occulté les vrais débats qui auraient dû mobiliser ce 53^e congrès : nous n'avons eu aucune discussion sérieuse sur la structuration de la CGT (quels types de syndicat pour faire face aux évolutions du salariat et gagner une implantation massive ?), sur l'avenir des unions locales et leur place dans le retour d'un syndicalisme de proximité et de sociabilité, sur comment allier les questions d'emploi et d'écologie au-delà des débats sur

nos liens avec les ONG, sur comment chasser le fascisme du pouvoir s'il y parvient en 2027... On pourrait aussi parler de la grève générale, en ces temps de mouvement social, mais ce serait mettre la charrue avant les bœufs : une grève générale se construit à partir de syndicats locaux d'industrie solides et d'un tissu social dense ; ce dont le mouvement syndical manque cruellement en 2023.

La RP : Mais en 1936 les travailleuses et travailleurs d'entreprises sans aucun syndicat avaient rejoint la grève générale, sans d'ailleurs aucun appel syndical préalable en ce sens. La question est donc bien plus vaste que l'absence de syndicats locaux, non ?

G.G. : Je ne sais pas si l'on peut vraiment parler de grève générale en 1936, plutôt d'une généralisation des grèves, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.



Une grève générale, c'est un mouvement concerté de grèves multiples qui touchent l'ensemble de l'appareil productif et des services. En 1936, on a des grèves spontanées, mais pas concertées, qui se multiplient, et d'ailleurs sans vraiment de portée révolutionnaire, même dans les occupations. Mais, oui, les syndicats ouvriers ne sont pas directement à l'initiative des multiples grèves et occupations de 1936. Mais ce sont bien des militants syndicalistes, pour la plupart issus de l'ex-CGTU, qui les impulsent et les animent, et qui depuis des années fécondaient le terreau sur lequel elles ont germé. Ces grèves ont été spontanées, mais elles ne sont pas tombées du ciel ! Elles restent, la plupart du temps, l'œuvre de militants de classe, qui ont fait le tour des quartiers et des boîtes pour en créer les conditions. Et ces militants proviennent du syndicalisme d'industrie, les syndicats d'entreprise et leur culture corpo n'existaient pas encore à l'époque. Il y avait une vraie pratique de la mobilisation professionnelle, une coutume. Ces grèves se sont appuyées sur des réseaux et un tissu social militants qui préexistaient, soigneusement construits et entretenus depuis des années par les syndicalistes de classe. Ça rejoint ce que je disais sur la sociabilité, avec laquelle il nous faut renouer pour créer, ici et maintenant, une contre-société. Car, aujourd'hui, nous n'avons plus ce réseau social et nous avons largement perdu, excepté dans quelques secteurs, le savoir-faire de la mobilisation professionnelle, anéantie par plusieurs décennies de syndicalisme d'entreprise institutionnalisé, sur le terrain de l'employeur. Ce sont ces coutumes, ces cultures que la renaissance des syndicats locaux professionnels peut engendrer et dont nous avons besoin pour reparler un peu sérieusement de grève générale. Mais tu as raison, la question ne se limite pas aux syndicats locaux : il faudrait aussi parler de la disparition de toute tradition gréviste dans la plupart des entreprises, ce que le mouvement social de ce début 2023 montre dans une lumière crue. La manifestation est devenue centrale dans l'imaginaire du rapport de force : on en a fait l'alpha et l'oméga de la contestation, le lieu d'expression des antagonismes, balayant la grève et les autres modes d'action directe de notre classe, pourtant tellement plus efficaces et socialisants. Nous aurions d'ailleurs pu, dû, avoir ce débat au 53^e congrès de la CGT ! C'est la culture de la gauche qui est venue contaminer et dévitaliser la coutume ouvrière, et neutraliser une partie du pouvoir du mouvement syndical. Or, sans cette tradition gréviste, difficile, là encore, de parler de grève générale.



La Bataille de la Sécu. Une histoire du système de santé, Nicolas da Silva, La Fabrique, 2022. 328 p.

Dès la préface de Bernard Friot, le ton est donné. Ce livre déconstruit la lecture imaginaire de la production de soins de santé en France. Le livre critique fortement le consensus autour de l'*État social*, dont la Sécurité Sociale fait partie aujourd'hui.

Au travers d'une approche historique, l'auteur montre comment l'*État social* a toujours joué la carte capitaliste contre l'auto-organisation populaire que l'auteur désigne par « *LA SOCIALE* ».

Si le système de soins prend naissance progressivement à partir de 1789, pour Nicolas Da Silva (et pour nous), *LA SOCIALE* est née en 1871 de la Commune et en 1946 de la Résistance et de la Libération. Le livre démontre comment l'auto-organisation a pu créer, en pleine période économique dégradée, la Sécurité Sociale. Dans l'histoire de la Sécurité Sociale, comme dans celle des mutuelles, l'*État* a toujours, soit combattu, soit repris en main, les institutions créées par l'auto-organisation populaire. L'auteur démontre autour de nombreux exemples historiques, jusqu'à la gestion calamiteuse de la pandémie du Covid-19, que les travailleurs / travailleuses ont fait les frais de ces gestions étatiques pendant que le capitalisme bénéficiait des largesses de l'*État social*.

Sans mythifier la Sécu de 1946, reste à imaginer une Sécurité Sociale gérée par et pour les assurés sociaux. Pour cela, il me semble que l'urgence est de revenir à un financement total via les cotisations sociales (en élargissant, entre autres, l'assiette de cotisations à l'ensemble des revenus distribués dans les entreprises, etc.). Ce chantier, de la Socialisation de la Sécu, est à travailler unitairement. Il faudra un sacré rapport de force pour modifier la donne.

Philippe B.

◆
Combattre pour l'Ukraine, Lasha Otkhmezuri, Passés composés, 2023. 218 p.



Lasha Otkhmezuri est connu comme historien de la Seconde Guerre mondiale, auteur de plusieurs ouvrages (*Barbarossa*, *Joukov*, *Les maréchaux de Staline*) écrits en collaboration avec Jean Lopez. D'origine géorgienne et russophone, il est par ailleurs journaliste, spécialiste du monde ex-sovié-

LIVRES

tique. Bouleversé par l'attaque russe contre l'Ukraine, il a, pendant l'été 2022, réalisé nombre d'interviews en appelant sur leurs téléphones mobiles, pendant des permissions, des combattants engagés dans les forces ukrainiennes. Pour cet ouvrage, il a retenu dix de ces conversations téléphoniques avec des volontaires. Ils ne sont pas tous ukrainiens, il y a parmi eux deux Géorgiens, un Letton et deux Russes. Il a sélectionné ces dix témoignages-là pour la diversité des expériences qu'ils reflètent, les fronts différents qu'ils évoquent, depuis le front Est, avec l'usine Azovstal à Marioupol et des villes du Donbass (Louhansk, Donetsk, Izioum) jusqu'à Kyiv et ses banlieues devenues tristement célèbres (Boutcha, Hostomel, Irpin). Il a choisi des personnes de conditions sociales et aux parcours individuels très divers : des entrepreneurs, une enseignante mère de famille et élue locale exerçant des fonctions de commandement, un Russe, ancien du FSB (ex-KGB), deux Géorgiens et un Letton. Ceux qui sont venus de Russie ou des anciennes républiques soviétiques l'ont fait par devoir moral et par conviction politique : il faut arrêter, pendant qu'il est encore temps, une Russie qui, retrouvant ses réflexes impériaux, voudrait reconstituer l'empire soviétique et ne cesse pour cela d'exploiter les conflits ethniques au sein des anciennes républiques soviétiques.

Ces témoignages sont précédés d'une introduction qui rafraîchit sagement nos mémoires étourdies et règle leur compte à certaines sottises encore colportées. Pour n'en citer que deux : sur les rapports de la Russie avec l'OTAN, l'ouvrage rappelle que la Russie, dans les années 90 et au début des années 2000, envisageait d'adhérer elle-même à l'OTAN, que Poutine, en octobre 2001, demandait même au secrétaire général de l'OTAN une procédure directe, le dispensant du « plan d'action pour l'adhésion ». Nous avons aussi oublié le memorandum de Budapest, signé en 1994, par lequel l'Ukraine transmettait à la Russie l'arsenal nucléaire soviétique entreposé sur son territoire (le 3^e arsenal nucléaire du monde) en échange de la garantie par trois puissances nucléaires, la Russie, les E.-U. et la Grande-Bretagne, de « l'indépendance, de la souveraineté et des frontières existantes de l'Ukraine ».

Les témoignages qui viennent ensuite sont unanimes sur un point : en choisissant de rester à Kyiv, le président Zelensky a galvanisé l'énergie des Ukrainiens, leur détermination à combattre l'invasisseur. La supériorité ukrainienne provient d'abord de la conviction des combattants, qui risquent leur vie pour assurer l'indépendance de l'Ukraine et défendre un modèle de société

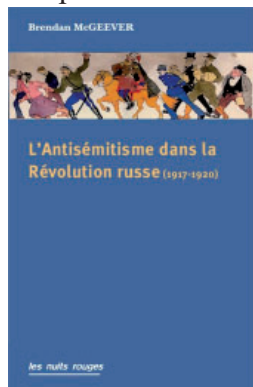
et un mode de vie européens contre le modèle autoritaire russe qu'ils ont connu et ne veulent pas retrouver. Sur le plan militaire, les combattants soulignent l'efficacité que donnent à leurs forces leur souplesse et leur adaptabilité : « *On te donne une mission et après, c'est à toi, sur le terrain, de décider comment l'accomplir* », en exploitant les possibilités de chacun (les paysans ou les chasseurs locaux, par exemple, sont précieux pour leur connaissance du terrain). Un étudiant de Soumy (au nord-est du pays) a été sidéré par « la performance des unités de la défense territoriale, composées de volontaires et de personnes peu expérimentées, qui ont su contenir et vaincre une armée de professionnels. Beaucoup soulignent l'habileté des Ukrainiens à utiliser les nouvelles armes fournies par les Occidentaux, ils déplorent aussi (en juin-juillet 2022) le manque de munitions. À l'opposé, l'adversaire russe est désavantagé par son fonctionnement hiérarchisé et brutal qui va paradoxalement de pair avec une organisation chaotique. Le témoignage du jeune Russe, Youri Tay (ch. 7), est à ce titre édifiant : entré par vocation dans l'armée, il en a vite été dégoûté par le vol généralisé et la méfiance mutuelle. L'habitude du vol devient pillage en pays occupé. Les soldats russes ont l'habitude de tout détruire après eux, « *exterminant les populations ou les contraignant à fuir* », et cela, explique Ihor Martinkovskyy (ch. 8) « *pour ne pas avoir à les nourrir et leur apporter les premières aides médicales, ce qui serait pour eux un fardeau* ». Ilya Bogdanov (Russe) ajoute que les soldats russes se comportent ainsi parce que, « *humiliés dans la vie civile et la vie militaire* » dans une société « *envahie par la haine de l'autre* » ; la guerre leur donne l'occasion de « *prendre leur revanche sur plus faible qu'eux* ». Sur ce qui se passe dans les territoires occupés (« *séparatistes* »), un homme originaire du Donbass, arrêté pour avoir envoyé à Kyiv et à Radio Free Europe des articles décrivant la situation locale, raconte la prison glacée, les interrogatoires, puis son transfert dans un camp de concentration surnommé « *le Dachau de Donetsk* » où les prisonniers sont maltraités et torturés, voire tués ; il est passé devant des tribunaux absurdes qui l'ont condamné à quinze ans « *pour espionnage* », mais savent fort bien que les condamnés seront échangés contre des prisonniers russes. Les témoignages de combattants du bataillon Azov, de Pravyi Sektor (« *secteur droit* ») ou du parti Svoboda (« *Liberté* », ultranationaliste) permettent de dissiper les légendes qui entourent ces groupes : s'ils sont nationalistes, ils ne sont ni fascistes ni « nazis » comme le Kremlin le rabâche, simplement patriotes et antirusse. N'oublions pas, nous Occidentaux, que se réclamer de

la droite dans un pays qui a subi 70 ans d'une dictature prétendument « de gauche » qui a provoqué en Ukraine les 2 500 000 morts de la Grande Famine (*Holodomor*), n'a pas le même sens qu'ici. Plusieurs soldats, dont deux Russes et des Ukrainiens russophones, reviennent sur la question de la langue : tous constatent qu'il n'existe pas d'exclusive contre la langue russe, mais que l'attaque de la Russie a rendu indispensable de renforcer l'usage de l'ukrainien. Des réfugiés de Marioupol, ville russophone à 100 %, ont déclaré « *ne plus vouloir parler le russe, car cela leur faisait mal. Avec leurs comportements, les Russes assassinent même leur langue* ».

Nous conseillons vivement la lecture de cet ouvrage, d'abord pour la richesse d'information qu'il contient, même pour quelqu'un qui suit de près l'actualité, ensuite pour les rappels utiles qu'il effectue dans son introduction et, enfin pour les réflexions qu'il développe dans sa conclusion. L'auteur se place dans un après-guerre où l'Ukraine a vaincu la Russie et où l'on s'interroge sur la « goutte d'eau » – certaines maladresses de Biden par ex. – qui a pu pousser Poutine à agir, sur le rôle du renseignement et la large diffusion de ses informations, sur l'avenir de la Nouvelle Ukraine et celui de la Nouvelle Russie d'après-guerre, sur les résonances que les prises de position sur le conflit auront dans les opinions européennes, sur les rééquilibrages qui auront lieu en Europe en faveur des pays (Pologne, Pays Baltes) qui ont tout de suite compris l'enjeu du conflit et accordé toute leur aide à l'Ukraine, et au détriment de ceux qui ont atermoyé ou se sont souciés de « ne pas humilier la Russie », comme l'Allemagne et la France. La guerre en Ukraine a paradoxalement revigoré l'idée européenne et l'intérêt pour l'OTAN, le sens des sacrifices à consentir pour préserver la liberté, la nécessité, hélas, de reconstituer les arsenaux. « *Nous luttons pour la liberté du monde entier* » s'exclame l'étudiant Maksym Lutsyk (ch 5). Gardons-le bien à l'esprit et ne chipotons pas notre soutien politique et militaire à ceux qui risquent leurs vies pour cette liberté.

Philippe TORRENS

♦
***L'Antisémitisme dans la Révolution russe (1917-1920)*, Brendan McGeever, Les nuits rouges, 2022. 314 p.**



Ce livre met l'accent sur l'antisémitisme au sein de la « base sociale » des bolcheviks et les efforts (discontinus) pour y remédier en interne. Plusieurs militants juifs de toutes tendances, bundistes ou sionistes, ont collaboré au jeune régime soviétique en travaillant à des campagnes de lutte contre l'antisémitisme¹ qui ne semblaient guère, en

1918, pouvoir être lancées par le parti bolchevique lui-même. Bien que représentant une petite minorité des massacres ayant eu lieu pendant la guerre civile, il y eut des « pogroms rouges », notamment après que les troupes de Grigoriev eurent rallié l'Armée rouge sur le front d'Ukraine. Plusieurs exemples sont édifiants, comme à Hlukhiv en mars 1918, ou à Elisavetgard, où au moins 1526 juifs furent assassinés en trois jours en mai 1919. Les autorités bolcheviques ukrainiennes, derrière Christian Rakovski, contrairement à celles de Moscou, prirent en 1919 des mesures plus ou moins efficaces pour y remédier. *Plus ou moins* car comme j'ai pu le noter à plusieurs reprises dans des lectures sur la Révolution russe, il semblerait bien que la jeune Russie soviétique ait été un curieux mélange de bureaucratie précoce et de foutoir sans nom. Des villageois disaient ne pas savoir qui est au pouvoir plusieurs années après Octobre. Des gardes rouges disaient défendre les soviets contre les « *communistes youpins* ». Certains soviets locaux étaient d'ailleurs animés par des antisémites, et bien des décisions officielles n'étaient pas ou peu appliquées. La Tcheka elle-même semblait rencontrer des difficultés à s'imposer partout. Ici l'Armée rouge sauvait les juifs, là elle les assassinait. Sa composition hétéroclite et les difficultés de commandement semblaient évidentes. L'antisémitisme donne l'impression de se trouver au cœur des contradictions de la Révolution russe, d'être omniprésent dans la population de l'époque, avec une tradition « pogromiste » épouvantable, et les efforts pour tenter d'y remédier se montrèrent très insuffisants, le régime privilégiant sa survie dans la lutte militaire contre les Blancs (chez qui les pogroms étaient dix fois plus fréquents). Non seulement les pogroms rouges furent passés sous silence dans la presse non-yiddish, les organismes de lutte contre l'antisémitisme furent plusieurs fois rapidement dissous, mais le P.C. composa avec les préjugés antisémites en préconisant fin 1919 d'écarter les juifs des instances locales d'Ukraine.

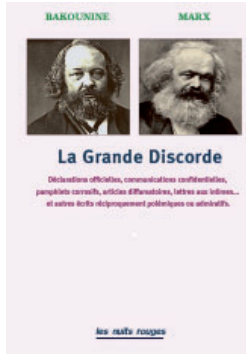
Un survivant d'un pogrom en mars 1919 témoigne : « *Lorsque j'ai montré mon laissez-passer, un des soldats m'a demandé : « Quelle est ta nationalité ? » J'ai répondu (...) : « Je suis un soldat de l'armée, du travail et de la révolution. » Le soldat a répondu : « Moi aussi, je suis un internationaliste, mais je veux savoir si tu es juif ou non. » J'ai répondu : « Pour un internationaliste, cela n'a aucun sens de demander à quelqu'un à quelle nationalité il appartient. »* La confusion antisémite entre « le juif » et « le bourgeois » n'est pas une curiosité de la guerre civile russe², et la lutte contre l'antisémitisme, aujourd'hui comme hier, n'est pas réductible à la lutte contre l'extrême droite.

S.J.

² Par exemple, lors du mouvement Occupy en 2011, j'avais vu sur les réseaux sociaux un visuel « *Nous sommes 99 %, les 1 % sont juifs* » que la page Occupy Oakland avait refusé de retirer.

¹ Notamment Zvi Friedland, des *Poale Zion*, ou David Lipets et Moshe Rafes, du Bund.

Bakounine - Marx. La grande discorde. Déclarations officielles, communications confidentielles, pamphlets corrosifs, articles diffamatoires, lettres aux intimes... et autres écrits réciproquement polémiques ou admiratifs, **Georges Ribeill**, Les nuits rouges, 2022 572 pages.

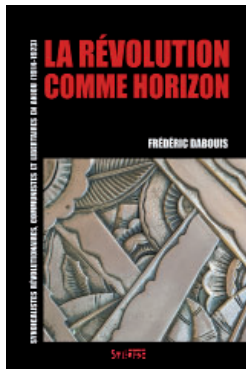


Il s'agit de la réédition d'un livre publié en... 1975 : *Marx Bakounine - Socialisme autoritaire ou libertaire*, deux volumes, aux éditions 10/18-UGE. L'auteur, Georges Ribeill, est surtout connu pour ses nombreux travaux ultérieurs sur les cheminots et cheminotes, sur le chemin de fer. Le sous-titre de la nouvelle édition

définit nettement le contenu : « Déclarations officielles, communications confidentielles, pamphlets corrosifs, articles diffamatoires, lettres aux intimes... et autres écrits réciproquement polémiques ou admiratifs¹. » Ces échanges font partie intégrante de l'histoire de la première Internationale ; ils en ont même rythmé la vie. Georges Ribeill avait rassemblé et présenté une somme de documents, allant de leurs premiers contacts en 1844 à la mort de Bakounine, en 1876. Etienne Lesourd, Antoine Hasard et Jean-Claude Lamoureux l'ont très efficacement « revue et actualisée », sans nullement dénaturer le travail initial.

C.M.

◆
La révolution comme horizon. Syndicalistes révolutionnaires, communistes et libertaires en Anjou (1914-1923), Frédéric Dabouis, Syllepse, 2022. 540 p.



À rebours de l'idée selon laquelle le communisme aurait été une « greffe » effectuée sur le mouvement ouvrier français à la suite de la révolution russe de 1917, ce livre montre comment, au niveau local, comme au niveau national ou international, des hommes et des femmes ont réagi aux horreurs de la guerre de 1914 et aux injustices sociales pour tenter de

donner une traduction politique, à la fois révolutionnaire et institutionnelle, à leurs aspirations à une autre société. L'auteur nous conduit dans les arcanes d'une convergence, qui a conduit des militant·es aux traditions différentes, habitués à se disputer, à se rapprocher, et à fonder un parti, le Parti communiste, tout en continuant à se disputer. Il s'agissait de réaffirmer les bases d'un socialisme révolutionnaire et internationa-

¹ « admiratifs » en couverture ; « louangeurs » dans les premières pages du livre. Tout comme « Bakounine - Marx » devient « Marx - Bakounine ». Mais là n'est vraiment pas l'essentiel de ce livre, savant et très facile à lire.

liste mis à mal par les renoncements et les ralliements à l'Union sacrée d'août 1914.

Une telle convergence radicale dans le cours d'un conflit mondial et d'une révolution sociale à portée universelle ne pouvait, paradoxalement, que mener à une fracture durable du mouvement ouvrier. Si le congrès de Tours, qui consacre la scission entre Parti socialiste-SFIO et Parti communiste, en est l'expression la plus visible, elle n'est pas, et de loin, la seule. C'est à ce processus de fermentation-formation de ce nouveau parti que s'attache ce livre.

La période étudiée commence par l'entrée en guerre en août 1914. Viennent ensuite les années 1919-1920, traversées par des grèves porteuses de grandes espérances sociales et par le débat autour de l'adhésion des syndicats ou du Parti socialiste à l'Internationale communiste. Le livre se termine à la veille de l'année 1924, qui correspond à la fois à la mort de Lénine, aux débuts de la mise au pas russe du Parti communiste, aux premières purges en son sein et à la reconnaissance de l'URSS par la France. Enfin, et c'est l'originalité de ce livre, l'auteur explore les débuts du Parti communiste en Anjou dans la période qui précède la stalinisation, c'est-à-dire la caporalisation du PCF et de la CGTU.

C.M.

La collection Repères historiques



L'Institut CGT d'histoire sociale (IHS-CGT) lance une collection de petits livres (120 pages, petit format), accueillie par les éditions Arbre bleu. Des livres pour les syndicalistes écrits majoritairement par des syndicalistes, voilà une bonne nouvelle. Trois titres sont parus : *À la conquête du temps libre*, de Maryse Dumas ; *Agir pour la paix*, de Gilbert Garrel ; *L'État contre les syndicalistes*, de Michel Pigenet. Deux autres sont annoncés : *Structures et démocratie*, de Joël Hedde et André Narritsens, *Combattre l'extrême droite* de Jérôme Beauvisage. La lecture des trois premières livraisons dévoile des synthèses intéressantes pour les militantes et militants expérimenté·es, mais surtout de forts utiles outils de formation syndicale pour les camarades les plus jeunes. Une bibliographie sommaire invite à aller plus loin. Chaque livre est vendu 9 €.

Christian MAHIEUX

L'aventure « humanité »

Entre qui, entre quoi la guerre a-t-elle lieu ?

Sur la base de longues recherches, nous proposons ici une brève vue d'ensemble de l'aventure « humanité ». Cet essai, sur une chronologie de 15 000 ans, est cependant à comprendre comme trans-chronique. Les liens avec l'histoire longue offrent une nouvelle intelligence du présent en découvrant ses responsabilités quant aux futurs humains.

1./ Entre qui et qui les guerres hyper-meurtrières ont-elles lieu ?

a./ Les guerres hyper-meurtrières ont lieu entre des pays incarnés par des personnes ou des groupes politiques (autorités instituées ou reconnues pour un temps). Ces guerres politiques, longues, s'arrêtent et reprennent. Celle de Syrie occupe plus d'une décennie. Celle du Yémen fait à peine moins. Celle entre la Russie et l'Ukraine, de son départ dans le Donbass à son extension actuelle, s'est aussi déjà traînée près d'une décennie.

b./ D'autres guerres, aussi meurtrières, ont eu lieu entre les membres de grandes religions opposées. En Europe-Afrique : catholiques et musulmans (croisades). Entre islam et hindouisme, aujourd'hui encore en Inde.

c./ Elles ont même lieu entre membres de parties schismatiques d'une même religion. Pour le christianisme : catholiques et orthodoxes ; catholiques et protestants. Dans l'islam : sunnites et chiites.

d./ D'autres guerres hyper-meurtrières relèvent de grandes idéologies opposant des pays différents, voire des blocs de pays. Ainsi de l'Est « communiste » en politique impériale (Russie, Chine) et de l'Ouest « démocratique » national et mondial-marchand (impérialisme des sanctions économiques). Ces oppositions radicalisées jouent même de la menace atomique!

2./ Entre qui et qui les guerres (in)directement meurtrières ont lieu ?

a./ Les guerres économiques ont lieu entre entreprises concurrentes. La mortalité est indirecte mais parfois élevée. Dans les industries chimiques, Bhopal est bien connu, 25 000 morts et 320 000 malades. Ces catastrophes sont dues aux négligences de sécurité par souci d'économie. Dans le nucléaire de même : Tchernobyl. Cela peut aussi provenir de sites dangereux choisis à tort : Fukushima.

b./ Plus inattendues, les entreprises pharmaceutiques car la mortalité survient à partir de médicaments, supposés soigner et guérir. Elle peut, à long terme, être fort élevée. En général, la concurrence exacerbée peut en étant déloyale devenir criminelle. On a beaucoup parlé en un temps des méfaits prolongés de l'industrie du tabac.

c./ Mentionnons encore les banques et leurs crédits quand ils sont abusifs. Pas de morts visibles mais les atteintes à la vie des gens sont telles (perte de l'habitation, etc.) que les conséquences sur la vie quotidienne peuvent être très graves : suicides ou maladies.

d./ La guerre a lieu à partir des membres de groupes internationaux ou nationaux aux idées extrémistes mensongères

stigmatisant tels autres groupes : racisés, métissés, mais aussi : sexes ou genres, âges ou générations, professions. Ces « guerres » ne sont pas seulement métaphoriques. L'inhumanité policière « blancs/noirs » (USA) reste actuelle. La mortalité conjugale forte est désormais surveillée.

e./ Guerres des races, des sexes, des générations, des professions se maintiennent. Elles sont ainsi nommées de façon idéologique, relevant d'une domination qui veut se maintenir. Celle d'humains blancs contre des non-blancs. Celle d'humains masculins contre des humains féminins.

3./ Entre quoi et quoi la guerre a-t-elle lieu ?

a./ La question « Entre quoi et quoi la guerre a-t-elle lieu ? » est d'une tout autre difficulté. Qu'est-ce qui constitue individus, groupes, États comme ayant en eux des pulsions, des forces et des formes susceptibles de les conduire à ces violences des guerres ? Nous incriminons natures et cultures comme influençant les conduites. Mais comment cet enchevêtrement « natures, cultures, conduites » fonctionne-t-il ?

b./ Même si ce n'est pas le chemin que nous prenons ici, pensons à une controverse classique. Deux incriminations différentes de la nature humaine et deux thèses radicalement opposées. La 1^{ère} fait plutôt confiance à la toute-puissance de la connaissance. On la dit « grecque, socratique, rationaliste, intellectuelle » : « Nul n'est méchant volontairement ! ».

c./ La seconde la contredit : « Je sais que c'est mal et pourtant, je le fais ! ». Pour Jean Vioulac, (*Actu Philosophia*, 11.03.2018, avec Baptiste Rappin), cette opposition relève de deux « régimes historiques de vérité... La pensée chrétienne reprend la question grecque du logos ». Au primat « de l'universalité du concept » se substitue le primat de « la singularité de la chair. » Dans cette 2^e perspective, Vioulac diagnostique « l'émergence de l'humanité au sein de la nature en un processus d'humanisation ou dés-animalisation ».

d./ N'y-a-t-il pas plutôt composition qu'opposition si l'on n'a pas oublié le « Pardonnez-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font », propos bien proche encore de la pensée grecque ? Ainsi, un mixte « nature-culture-conduite » est à l'œuvre dans l'aventure humaine. Il sera indispensable mais pas suffisant de savoir entre « qui et qui » la guerre se fait. Il faut encore savoir entre « quoi et quoi ».

e./ En fait, l'opposition fait découvrir que l'on ne peut pas séparer pure connaissance et pure épreuve. Épreuve et connaissance expérientielles ne progressent qu'en interactions. De même, la réponse ne peut jamais être seulement individuelle ou collective. Elle ne peut pas non plus séparer en l'homme natures et cultures. Elle ne peut relever que de formes-de-vies qui se cherchent, se pensent, s'éprouvent face aux défis adaptatifs de l'interhumains-mondes.

f./ Ce n'est donc pas sans issue, dès lors qu'il y a intuition des inévitables liens constituant les conduites en épreuves d'existences et de connaissances. Ignorance et méchanceté ne sont pas iden-

tiques. Elles sont à distinguer, pas à séparer. Quant aux chemins à prendre nous n'avons jamais fini de les découvrir-inventer.

g./ Celui que nous allons proposer entend se livrer à l'hyperempirisme évolutionniste de l'ensemble des conduites humaines multimillénaires. Elles se sont au fur et à mesure formatées de façons changeantes sur la base des cœurs d'énergie et de structuration que nous nommons les trois grands biotopes, axes de pouvoir non étatiques à la préhistoire, étatiques ensuite.

4./ Le biotope axe de pouvoir immédiat de l'économie

a./ Les humains sont, depuis l'origine, tributaires de leurs « biotopes » ou milieux de vie naturels-culturels à partir desquels ils s'inventent énergiques et structurés, organisateurs d'eux-mêmes et de leurs environnements féconds ou menaçants. Cette fécondité s'exprime à travers des ressources alimentaires végétales et animales. D'autres ressources s'offrent pour les moments nécessaires d'abri protecteur et de repos réparateur. Cela entraîne la reconnaissance et la prise en compte d'un domaine qui va relever de l'économique, 1^{er} biotope évident.

b./ Ce biotope a eu un marqueur fondamental, le feu (500000 AEC), impressionnant par sa protection des animaux agressifs, sa chaleur, son ouverture d'espaces dans la végétation dense. Certes utile et pratique, modèle économique, le feu reste exceptionnel et par-là relevant aussi du biotope du sacré. Chez les Grecs, c'est Prométhée qui a volé le feu aux dieux pour le donner aux hommes mal protégés par la négligence de son frère Épiméthée, qui avait tout donné aux animaux.

c./ Le feu fait donc bien aussi partie du biotope religieux : celui d'une nature où les humains se sentent toujours entre « danger de mort » et « salut de vie » sous la menace de forces naturelles et surnaturelles immenses. Cette mixité du feu n'est pas unique. La mixité des axes est fréquente. Les trois sont distincts mais liés.

5./ Liens forts des deux biotopes axes de pouvoir « religion, politique »

a./ Cela s'est confirmé avec la mixité d'emblée originelle des deux biotopes axes de pouvoir religieux et politique. La préhistoire paléolithique et néolithique est une longue période de découvertes incertaines du monde et de ses effets. Il y a un mélange de confiance et d'inquiétude « quant aux agents producteurs des événements : montagnes, cours d'eaux, plantes et animaux, ancêtres morts, esprits et divinités. »

b./ Les humains doivent s'appuyer sur un environnement naturel et cosmique favorable. Le mieux pour eux serait d'être assurés que leur société a bénéficié du concours surnaturel qui a distingué leurs ancêtres. Ils ont aussi besoin d'avoir dans leur communauté des médiateurs, des shamans, qui sont en communication avec des puissances invisibles.

c./ Pour Godelier (2007), « la communauté peut difficilement se penser confortée si elle ne bénéficie pas de l'intervention d'entités normalement invisibles... esprits de la nature, divinités, soleil, lune, lieu de la pluie, serpents pythons gigantesques habitant le ciel ». Elle n'est fondée que si elle relève d'un ordre cosmique la dotant de pouvoirs et d'organisations.

d./ Aujourd'hui, l'identification religieuse est moins présente, ou en décalé. Elle semble absente pour la Chine mais les Instituts Confucius ont été remis à l'honneur. Pour ce penseur : l'empereur « fils du Ciel » en reçoit un mandat. Et, s'il échoue,

le Ciel le rejette. En Russie, après l'athéisme de l'URSS, l'orthodoxie est de nouveau bien présente.

6./ En régime impérial, le politique contrôle économie et religion

a./ Dans les millénaires antiques, le biotope axe de pouvoir du politique s'est de plus en plus autonomisé, s'efforçant de garder en auxiliaires avec lui les biotopes du religieux et de l'économie pour leurs avantages spécifiques.

b./ Avec l'évolution, dans nombre de pays, le biotope du politique se retrouve au pouvoir à la place. Un temps avant, c'était le religieux qui la détenait (cf. Dumézil). Désormais, dans ces pays, le politique contrôle plus strictement les deux axes de l'économie et du religieux. C'est d'ailleurs ce qui définit le politique en « régime impérial » (en latin, *imperium* : pouvoir).

c./ Des exceptions se sont jadis manifestées en Inde, Chine, Europe. Les religions – hindouiste, bouddhiste, catholique – ont pu réussir à s'approprier une bonne part de l'économie. D'où des retours de contrôles sévères et des sécularisations même très violentes. Exercices interdits des cultes, moines expulsés, l'État se réappropriant lieux, biens, objets religieux.

d./ On le voit, les trois biotopes naturels-culturels en sont parfois venus à de vifs conflits ouverts. On a parlé de sarabande des axes de pouvoir. Cela souligne leur caractère en partie imprévisible. Les biotopes axes de pouvoir n'ont rien d'immuables substances définies une fois pour toutes. Ils s'auto-transforment eux-mêmes à travers les libertés de leurs acteurs. Ils transforment ce qu'ils produisent. Ils font évoluer les formes de société : tribus, chefferies, cités-États, royaumes, empires, républiques et démocraties nationales marchandes puis mondiales marchandes.

e./ De façon générale, les biotopes axes de pouvoir sont bien enracinés dans des différences naturelles et culturelles. Cependant elles évoluent. Elles s'adaptent, se renouvellent et se retrouvent. Chacun tend à penser qu'il peut remplir seul les fonctions constituant, instituant société et gouvernement. Il continue – du moins pour certains acteurs – de rêver ainsi du pouvoir suprême. Mais quand il est en difficulté, il souligne le caractère indispensable de chacun des trois à l'équilibre d'ensemble de l'humanité.

f./ Sans nous engager dans ce débat, nous avons, pour le moment, juste à cœur de faire comprendre à quel point ces trois biotopes axes de pouvoir traversent les millénaires. Ils y contribuent, d'après leurs propres orientations, à formater plus ou moins les libertés humaines. Leurs interactions soutenues contribuent au renouvellement continu des destins des pays comme des collectivités et des individus.

g./ Nous aurons bientôt l'occasion de voir comment ces trois biotopes axes de pouvoir en ont engendré un 4^e. Et surtout, à travers leurs divisions mêmes, comment ils en sont venus à poser l'âge axial de l'humanité comme orientation primant sur toute perspective axiale exclusive. Cela, une 1^e fois pendant six siècles du 1^{er} millénaire antique et dans six régions tricontinentales. La 2^e fois est en cours et en jeu depuis cinq siècles et concerne la planète entière.

À suivre ...

Jacques DEMORGON

Un sombre bilan

L'Amérique est malade, et semble incapable de se guérir. Les politiques, les organisations de travailleurs, des forces progressistes diverses, arrivent bien à traiter certains symptômes de temps en temps, mais les maladies restent : monstrueuse inégalité toujours croissante – à la fois cause et symptôme de ce qui nous afflige – déclin de l'espérance de vie, ravages des armes à feu, l'existence d'une Amérique répressive, haineuse et misogyne qui cherche à refaire la société à son image...¹ à côté d'une autre qui est presque son contraire. Tout cela donne l'image d'un pays en crise permanente, voire en déclin.

I. LES INÉGALITÉS ET LEURS CONSÉQUENCES

L'inégalité économique ne fait qu'augmenter. En 1965, les PDG gagnaient 24 fois plus que le travailleur moyen, alors qu'en 2021, les PDG ont reçu *399 fois* le salaire annuel moyen des travailleurs de leur entreprise. Dans ce pays de quelque 332 millions d'habitants, fin 2022, 735 milliardaires possédaient collectivement plus de richesses que la moitié inférieure des ménages américains. La fortune de Ray Dalio, par exemple, est estimée à 19,100,000,000 \$. Si vous gagniez 54 000 \$ par an, près du revenu médian d'un contribuable, il vous faudrait 353 704 années pour gagner 19,1 milliards. Alors que 21 % des enfants sont en situation de pauvreté selon la définition officielle, un taux de pauvreté supérieur à celui qui prévaut dans la quasi-totalité des autres pays riches. Chaque nuit, 750 000 Américains sont sans abri. Environ 30 % des travailleurs n'ont pas d'assurance maladie et environ 40 % n'ont pas de pension de retraite. De plus, la mobilité intergénérationnelle, fondement même du « rêve américain », a stagné. Plus de la moitié parmi les 20% d'Américains aux revenus les plus bas en 1994 ne gagnaient pas mieux leur vie dix ans plus tard.

Même notre retraite est menacée par cet accroissement de l'inégalité. Selon la Social Security Agency (SSA), à partir de 2034 il n'y aura pas assez d'argent pour financer tout ce que l'agence doit payer aux retraité(s). Robert Reich, qui faisait partie du conseil d'administration de la SSA : « *une grande partie de la population active gagne moins que ce que les administrateurs avaient prévu, et par conséquent cotisent moins. Si les salaires des travailleurs avaient suivi la tendance d'il y a 30 ans et s'ils avaient suivi l'augmentation de leur productivité, leurs cotisations à la Social Security auraient été suffisantes pour maintenir le programme à flot.* »

L'une des nouvelles de F. Scott Fitzgerald commence par une phrase devenue célèbre : « Les riches sont différents de vous et moi ». En effet, dit Paul Krugman, « Ils ont énormément plus de pouvoir. » J'ai souvent parlé de cette **inégalité politique** ici. Le financement des campagnes politiques est dominé par un petit nombre de donateurs ultra-riches et il existe d'autres canaux d'influence sur les élections. Les révélations récentes concernant certains juges de la Cour Suprême montrent que même la simple corruption vénale est bien moins rare que je ne le pensais.² Puis, il y a la porte tournante : les anciens élus qui ont soutenu les intérêts des riches trouvent des sinécures dans des lobbies, des *think tanks* et des organisations médiatiques soutenus par des milliardaires, lesquelles contribuent à orienter le discours public en faveur de l'intérêt des super-riches.

Bref rappel sur **l'inégalité raciale** : en 2021, le revenu médian des ménages noirs était de 48 297 \$; celui des ménages blancs, 74 262 \$, soit 35 % de différence. Et les Noirs, en moyenne, peuvent s'attendre à vivre cinq ans de moins que les Blancs ; les hommes noirs américains ont une espérance de vie inférieure à celle du Rwanda.

Sujet annexe : le **taux d'incarcération** aux États-Unis a augmenté de manière spectaculaire depuis les années 1970 : nous avons aujourd'hui l'un des taux les plus élevés du monde, une augmentation particulièrement marquée chez les jeunes Noirs et les jeunes qui ont abandonné l'école avant 18 ans. Alors que les États-Unis représentent environ 4,2 % de la population mondiale, on y compte environ 20 % des prisonniers du monde entier. En 2021, les Noirs, 12% de notre population, constituaient 38,5% des détenus.

La durée de vie moyenne aux États-Unis est plus courte que dans la plupart des pays d'Europe, plus courte qu'au Japon, qu'en Corée du Sud ou en Australie, comme l'ont remarqué récemment deux journalistes sérieux. Nous mourons plus jeunes qu'en Chine, à Cuba, en République tchèque ou au Liban. Tout au long de l'histoire, les habitants des pays riches ont généralement vécu plus longtemps que les autres et pourtant, « *on pourrait dire qu'il y a une taxe de mortalité sur le fait d'être Américain par rapport au fait d'être Français ou Japonais, par exemple.* »³ On commence à voir cette divergence d'espérance de vie dans les années 1980, et elle s'intensifie dans les années 1990. Pourquoi ? Notre spectaculaire idolâtrie pour les armes à feu est unique ; les tueries continuent, mais le nombre de morts par arme à feu n'a pas beaucoup

augmenté au cours des 30 dernières années (sauf celle-ci) mais on assiste en revanche à l'augmentation des décès par overdose d'opioïdes.

Les inégalités en matière de santé jouent le plus grand rôle dans cette divergence, malgré Obamacare, qui a étendu Medicaid à de nombreuses personnes à faible revenu. Dans les pays où l'assurance santé est universelle, l'espérance de vie dans les régions pauvres et les régions riches est assez similaire. Ce n'est pas le cas aux États-Unis. Ici, c'est surtout votre lieu de naissance et le niveau de revenu de vos parents sont des facteurs qui déterminent votre espérance de vie. Dans le Sud profond, celle-ci est inférieure de 20 ans à ce qu'elle est au Nord et à l'Ouest. Il existe même une différence notable entre les comtés qui ont soutenu Joe Biden en 2020 et ceux qui ont soutenu Trump. Autre facteur : un risque plus élevé d'obésité affecte surtout les couches les plus pauvres de la société. Les familles à faible revenu n'ont pas toujours les moyens de se nourrir régulièrement et bien souvent n'ont pas les moyens d'acheter des aliments frais ; elles doivent se contenter de produits fortement transformés, moins chers, moins nourrissants, plus grossissants. Dans tel quartier urbain ou semi-rural, il n'y a ni supermarché, ni marchand de fruits et légumes à des kilomètres à la ronde mais les MacDo et les Kentucky Fried Chicken abondent. La ségrégation sociale et raciale peut être mortelle.

L'augmentation de la mortalité de nos jeunes est particulièrement choquante. Un Américain sur 25 âgé de 5 ans aujourd'hui ne vivra pas jusqu'à 40 ans, un taux de mortalité environ *quatre fois plus élevé que dans les autres pays riches*.⁴ Les armes à feu sont responsables de près de la moitié de cette augmentation chez les jeunes. Les jeunes seront trois fois plus nombreux à se suicider que dans le reste de la population, quatre fois plus nombreux à mourir d'un homicide et cinq fois plus nombreux à mourir dans un accident de voiture. « *Dans un jardin d'enfants ordinaire, au moins un enfant peut s'attendre à être enterré par ses parents. Selon les critères les plus fondamentaux de l'épanouissement humain, les États-Unis n'avancent pas mais reculent, à une vitesse sans précédent. L'anomalie catastrophique du pays en matière de mortalité s'est maintenant étendue à ses enfants* » (Wallace-Wells).

L'Amérique, démocratie partielle et oligarchique, se trouve face à la possibilité de devenir une autocratie totale, ploutocratique, théocratique et misogyne, où les Blancs les plus démunis sont rongés de ressentiment et de haine raciale et les Noirs et les Latinos condamnés à un éternel état d'infériorité économique et social. Dans un système bipartite où l'un des partis est dominé par des néo-fascistes et des anarchistes

d'extrême droite, la menace est toujours vive. L'élection présidentielle de 2024, dont on parle beaucoup déjà, pourrait établir ce régime pour longtemps. Et pourtant, malgré le pouvoir des super-riches, il y a une limite à ce qu'ils peuvent faire s'ils ne parviennent pas à convaincre un grand nombre d'électeurs qui n'ont aucun intérêt à soutenir la politique anti-sociale du Parti Républicain.⁵ Au lieu de remédier aux graves problèmes que je viens de décrire, le GOP les aggraverait. Alors comment se fait-il que ce parti ait toujours des chances de triompher ?

II. « POURQUOI LES PAUVRES VOTENT À DROITE »

Rousseau nous donne la réponse fondamentale à cette question en imaginant l'origine du phénomène : « le riche, pressé par la nécessité, conçut enfin le projet le plus réfléchi qui soit jamais entré dans l'esprit humain ; ce fut d'employer en sa faveur les forces mêmes de ceux qui l'attaquaient, de faire ses défenseurs de ses adversaires, de leur inspirer d'autres maximes, et de leur donner d'autres institutions qui lui fussent aussi favorables que le droit naturel lui était contraire. » (*Origines de l'inégalité, seconde partie.*)

Le titre ci-dessus, c'est le titre français du livre bien connu de Thomas Frank.⁶ Il dénonce le comportement du Parti Démocrate, lequel n'est plus le parti populaire de FDR. Explication partielle mais convaincante – pour le Kansas, certes, et pour une partie de la population ailleurs. Mais il y a une autre raison, plus profonde – le racisme, lié à la conviction que la société est un jeu à somme nulle : si un joueur gagne, l'autre perd. L'auteure et militante Heather McGhee le démontre dans un livre récent :⁷ beaucoup de Blancs croient que si les Noirs (ou les Latinos) obtiennent des droits, ils vont perdre les leurs ; si les Noirs progressent sur le plan économique, eux, les Blancs, vont régresser. Donc un avenir sans racisme, des réformes qui rendraient la société plus égalitaire, sont quelque chose que les Blancs devaient craindre, car il n'y aura rien de bon pour eux.⁸ (D'ailleurs, 48% des Blancs affirment que ce sont eux, les Blancs, qui sont victimes d'une certaine discrimination dans notre société ; seuls 17% des Républicains croient que les Noirs sont victimes de discrimination.) Cette idée, profondément ancrée dans notre histoire,⁹ paralyse la société aujourd'hui et si elle affecte les Noirs davantage, elle nuit presque toujours aux Blancs aussi.

J'ai esquissé les grandes lignes de l'histoire des Noirs américains vers la fin de ma dernière Lettre. Dans le Sud, Jim Crow¹⁰ a maintenu les Noirs dans la quasi-servitude pendant quelque 80 années, alors que « *dans le Nord, une discrimination plus subtile et complexe les reléguait en bas de l'échelle sociale.* » Voici deux exemples. En 1944, le gouvernement FDR a offert à tout ancien combattant de l'argent pour faire

des études supérieures. Résultat : une augmentation de 300 000 étudiants inscrits dans les facultés – mais comme la plupart des Noirs n’avaient pas de formation académique mais tout au plus technique, ils n’en ont pas bénéficié. Semblablement, le gouvernement a offert à ces vétérans des prêts à bas intérêt pour acheter une maison, mais les banques du Nord et parfois des villes avaient officieusement tracé une ligne rouge autour de certains quartiers noirs si bien que les Noirs revenus de la guerre ne pouvaient pas demander un prêt pour acheter ni même louer (on appelle la pratique *redlining*). La ségrégation des quartiers, dit McGhee, si généralisée aux États-Unis, est toujours le résultat d’une décision, qu’elle soit prise par la loi ou qu’elle soit le résultat des pratiques économiques ou sociales.

Il faut dire que cette ségrégation n’est pas seulement raciale, mais économique. Robert Reich : « *Être riche dans l’Amérique d’aujourd’hui signifie ne jamais devoir être en contact avec quelqu’un qui ne l’est pas. Être pauvre dans l’Amérique d’aujourd’hui, c’est être prisonnier d’îlots de pauvreté d’où il est de plus en plus difficile de s’échapper.* » Les Noirs ont souffert plus particulièrement de cet isolement géographique. Dans les années cinquante, on a construit des autoroutes à travers le pays qui passaient souvent à travers des quartiers noirs, les coupant ainsi en deux. Résultat : des quartiers relativement prospères, plein de vitalité, sont soudain devenus des *slums* invivables. J’en ai vu un : le South Bronx à NY, ruiné par le Cross Bronx Expressway. Une des réformes que le gouvernement Biden n’a pas pu faire passer visait à réparer ces dégâts. Dans un de ses essais, James Baldwin nous invite à nous promener dans un quartier noir. « *Vous voudriez vivre là, vous ? Alors, demandez-vous : pourquoi ne déménagent-ils pas ?* »

Les Blancs ont eux aussi tout à perdre dans une société raciste. Cas exemplaire : la piscine publique à Montgomery (Alabama), construite dans les années trente comme beaucoup de piscines du pays grâce à une vague d’investissements publics. Mais les Noirs en étaient exclus – et pas seulement dans le Sud. Lorsque la Cour Suprême a rendu la ségrégation inconstitutionnelle, la municipalité a décidé de remplir la piscine de béton plutôt que laisser les Noirs nager avec les Blancs. Or il fait très chaud là-bas en été. Résultat : les Blancs aussi sont privés de piscine.

Lorsqu’on réduit les services publics, comme l’a dit un stratège du président Reagan, « *les Noirs sont plus touchés que les Blancs* ». Ce qui est moins connu, c’est que les Blancs en pâtissent aussi – beaucoup. Les universités d’État ont été gratuites pendant la majeure partie du 20^e siècle. À mesure que le nombre d’étudiants noirs y augmentait, les législateurs des États opéraient des coupes sombres dans leurs budgets (en 1980, un étudiant sur six était noir, aujourd’hui c’est

un sur dix). Les frais d’inscription à l’université du Massachusetts, près de chez moi, s’élèvent à 37 000 \$ par an. Et aujourd’hui un diplôme universitaire est le prix d’entrée pour obtenir un bon emploi. Résultats : une hausse vertigineuse de la dette étudiante, noire *et* blanche, et l’exclusion de la classe ouvrière.

Les Blancs aussi bien que les Noirs sont touchés par l’héritage de l’esclavage, toujours présent : neuf des dix États les plus pauvres des États-Unis se trouvent dans le Sud ainsi que sept des dix États où le niveau d’éducation est le plus bas. Les comtés qui dépendaient le plus du travail des esclaves en 1860 avaient par habitant, en 2000, les revenus les plus faibles du pays – tant pour les familles blanches que pour les familles noires. Dans l’état du Mississippi, qui est sans doute le plus raciste des États-Unis, 30% de la population, et pas seulement les Noirs vit dans la pauvreté (selon sa définition officielle).

Même les syndicats sont affectés par cette vision qu’ont beaucoup de travailleurs blancs de jeu à somme nulle où les joueurs sont les Noirs et les Blancs. Cette année, les travailleurs(euses) de la grande usine Nissan dans le Tennessee (Sud) ont voté contre la syndicalisation de l’entreprise, tout comme dans celle du Mississippi en 2017. Il faut savoir que dans la première partie du 20^e siècle aucun Noir n’a été admis dans les syndicats.¹¹ Ces derniers ont obtenu des droits sous le New Deal de FDR, mais les Noirs en étaient généralement privés. Après, avec la pénurie de main-d’œuvre pendant la guerre et la « Grande Migration » des Noirs vers le Nord industrialisé, les syndicats se sont de plus en plus intégrés. Les « bons boulots syndiqués » étaient courants dans les années cinquante. Et puis... le déclin. Pourquoi ? On dit que les causes en sont l’insécurité de l’emploi, le déclin de l’industrie manufacturière et l’*union-busting*.¹² Mais c’est aussi, dit McGhee, parce que le puissant syndicat de l’automobile United Auto Workers soutenait les droits civiques et la marche de Martin Luther King sur Washington. Le mot *union* (syndicat) est devenu, dans le Sud, un mot codé pour les personnes de couleur non méritantes qui avaient besoin d’un syndicat pour compenser leur défaut de caractère. La région la moins syndiquée, avec le salaire minimum le plus bas et les protections pour les travailleurs les plus faibles, est celle qui s’était construite sur le travail des esclaves, un système qui rémunérait le travail des Noirs à 0 \$. Et le CIO¹³ n’a pas réussi à syndiquer le Sud. Dans les années 80, beaucoup d’employeurs ont délocalisé leurs entreprises dans des endroits où les travailleurs n’exigeaient pas de salaires élevés : surtout dans cinq États du Sud qui n’imposent pas de salaire minimum. Dans une large mesure, « *l’histoire de la défaite de la classe ouvrière américaine est l’histoire de l’économie du Sud : un héritage d’exploitation de la main-*

d'œuvre et de tactiques visant à diviser pour mieux régner; à l'échelle nationale » (McGhee).

Le grand sociologue, historien et militant noir W.E.B. Du Bois (1868-1963), parlant du Sud après notre guerre civile, en montre le fonctionnement : « *Les journaux se spécialisaient dans les nouvelles qui flattaient les Blancs pauvres et ignoraient presque totalement les Noirs, sauf pour les crimes. Il en résultait que les salaires des deux classes pouvaient être maintenus à bas niveau, les Blancs craignant d'être supplantés par le travail des Noirs et les Noirs craignant toujours de perdre leur emploi au profit des Blancs.* »

Inversement, il y a des bienfaits concrets lorsqu'on abandonne l'idée que si les uns gagnent, les autres perdent, pour faire des mesures dont tout le monde peut bénéficier. Cette piscine dans l'Alabama aurait pu servir à tous. Fait qui surprendrait certains : de solides études montrent que les élèves noirs *et blancs* ont de meilleurs résultats scolaires lorsque les écoles sont intégrées. L'économie de Lewiston (Maine, 36 000 hab.) périclitait, les gens désertaient la ville... jusqu'à ce qu'un gouvernement municipal éclairé ait décidé d'accueillir une immigration somalienne importante. Elle a revitalisé l'économie, créé des commerces et, source de fierté locale, transformé l'équipe de foot du lycée. Semblablement, lorsque Joe Maddon, *manager* célèbre d'une grande équipe de baseball, a vu sa petite ville natale de Hazelton (Pennsylvanie) décliner – 25% de la population vivait dans la pauvreté – il refusait, en s'opposant aux préjugés répandus, de s'en prendre aux nombreux immigrés latinos, les voyant au contraire comme source de renouvellement pour une ville qui en avait bien besoin. « *Comme mes grands-parents italiens,* » dit-il. Il créa une organisation à but non lucratif qui propose des programmes préscolaires bilingues, des activités d'enrichissement après l'école, des cours de citoyenneté et des cours d'anglais comme seconde langue. Un grand joueur de baseball a financé la rénovation d'un gymnase et un donateur anonyme a offert une vingtaine d'iMac pour la salle informatique. La ville va peut-être reprendre vie.

Il y a un phénomène que McGhee appelle le *curb effect* : « l'effet du bord du trottoir ». Une loi oblige qu'on aplanisse le bord du trottoir pour créer des passages qui permettent aux fauteuils roulants de traverser la rue facilement. En profitent aussi les parents qui promènent des poussettes, les personnes âgées avec leur déambulateur, les livreurs avec leur diable et les cyclistes.

La voix de la raison, deux histoires inspirantes. Je doute pourtant qu'une conception de la société et des préjugés si profondément enracinés puissent disparaître suffisamment vite pour sauver le pays de son déclin accéléré.

David BALL

Notes

1 Exemple culturel : 2 571 livres furent interdits dans les bibliothèques ou les écoles l'année dernière, soit une augmentation de 40% par rapport à l'année précédente. Un réseau bien financé de groupes « conservateurs » est à l'origine de cette augmentation. Toute mention de race ou de sexualité est bannie. En Floride, les enseignants peuvent perdre leur poste pour y faire allusion. La liste inclut *L'œil le plus bleu* de Toni Morrison, *La Servante écarlate* de Margaret Atwood, des biographies de Rosa Parks et de Jackie Robinson conçues pour la jeunesse. Dans les États « conservateurs », les bibliothécaires peuvent perdre leur poste s'ils défendent un livre dénoncé par un de ces groupes ou par un parent d'élève.

Exemple économique : Les parlements d'au moins dix États ont entrepris d'affaiblir les lois fédérales sur le travail des enfants en prétendant que ces restrictions empiètent sur les droits des parents.

2 Le très-droitier juge Clarence Thomas a accepté pendant deux décennies des voyages de luxe de la part d'un méga-donateur républicain, sans divulguer le moindre centime de ces dons (ce qui est pourtant requis par la loi). Et nous sommes censés croire que cela n'a pas influencé ses décisions de juge à la Cour Suprême ? A la mi-avril, on apprend encore qu'en 2014, le même donateur a aidé Thomas à gagner près de 100 000 \$ dans une transaction mobilière qu'il n'a pas divulguée bien qu'il y soit tenu par la loi. Apparemment il croit que la Cour suprême, qui statue sur la constitutionnalité des lois, n'est pas obligée de les suivre. Et on vient d'apprendre que quelques jours seulement après avoir prêté serment en 2017, le juge Neil Gorsuch (nommé par Trump) a secrètement vendu un pavillon pour 2 000 000 \$ au chef d'un cabinet d'avocats qui a présenté deux douzaines d'affaires devant la Cour depuis cette vente. Nous avons appris auparavant que l'épouse du juge John Roberts, président de la Cour suprême, est payée des millions par des cabinets d'avocats qui plaident devant cette même Cour.

Ce n'est pas tout ! les sénateurs Sinema et Manchin (Démocrates qui ont fait barrage aux réformes les plus « radicales » du président Biden), ont aussi bénéficié des milliards du même méga-donateur républicain.

3 Derek Thompson, *The Atlantic*, 26 avril 2023. David Wallace-Wells, *New York Times*, 6 avril 2023.

4 Bien que la hausse du taux de mortalité chez les jeunes ait été spectaculaire depuis le début de la pandémie, l'impact de la Covid-19 n'est pas très important. Au cours des trois années de la pandémie, le virus n'a été responsable que de 2 % des décès d'enfants et de jeunes aux États-Unis.

5 Son nouveau projet de loi, voté par la Chambre, comporte les réductions : du financement de l'enseignement, la suppression de 108 000 postes d'enseignants affectant plus de 32 millions d'enfants ; des services et soins médicaux pour les anciens combattants ; de 6 milliards de \$ des impôts et des taxes pour les compagnies pétrolières ; de 100 milliards de \$ de l'Institut national de la santé ; des investissements dans les énergies propres (donc augmentation de 40 % des émissions de CO2)...

6 Titre originel : *What's the Matter with Kansas?* (2004).

7 *The Sum of Us: What Racism Costs Everyone and How We Can Prosper Together* (« La somme de nous tous : ce que le racisme coûte à tout le monde et comment nous pouvons prospérer ensemble »), livre qui s'appuie sur des recherches sérieuses, des sondages, des interviews, des faits et des analyses historiques, ainsi que sur l'expérience personnelle de l'auteure.

8 Par contre, les Afro-Américains ne pensent pas que leurs gains doivent se faire aux dépens des Blancs.

9 « *Les colons d'Amérique ont créé leur concept de liberté en le définissant en grande partie par rapport à l'esclavage des Africains parmi eux... L'esclavage éternel a fourni une nouvelle caste contre laquelle même la personne à la peau blanche la plus pauvre pouvait se définir. La hiérarchie raciale a offert aux Blancs un sursis par rapport à la hiérarchie des classes, et aux femmes blanches une soupape d'échappement à l'oppression sexuelle. Elles considéraient leurs esclaves comme « leur liberté » ; ils les libéraient des tâches agricoles, ménagères, de l'éducation des enfants, de l'allaitement, et même des exigences sexuelles de leurs maris.* » - Heather McGhee.

10 Rappel : Ensemble des lois répressives contre les Noirs dans les États du Sud, y compris la ségrégation totale. Ces lois étaient souvent renforcées par des moyens extra-légaux, comme le lynchage.

11 Exception : Le grand militant A. Philip Randolph a fondé en 1925 le syndicat des Sleeping Car Porters – employés des wagons-lits, presque tous noirs (*RP* juin 2015, « Quelques héros »).

12 Rappel : « casser du syndicat », tactiques antisyndicales des patrons, souvent illégales.

13 Congress of Industrial Organizations. La AFL-CIO regroupe tous les grands syndicats américains.

LA RP ET VOUS

NOUVEAUX ABONNEMENTS

Les nouveaux et nouvelles abonné·e·s reçoivent leur premier numéro au routage suivant la réception de leur chèque. Le coût des envois timbrés et l'absence de stock (pour éviter surcoût et difficulté de dépôts) nous y contraignent, permettant aussi de simplifier les tâches de nos militant·e·s bénévoles et de planifier nos dépenses. La revue n'a pas augmenté son tarif depuis plus de vingt ans.

ENCAISSEMENT DES CHÈQUES

Nous faisons attention à éviter de déposer les chèques en fin de mois pour éviter de mettre quiconque dans l'embarras. Les éventuels délais artificiels de mouvements bancaires ne sont pas de notre fait.

ENVOIS GRATUITS

Les orgas syndicales peuvent recevoir gratuitement un exemplaire du prochain numéro sur demande.

ENVOIS EN NOMBRE

Les abonné·e·s qui souhaitent organiser une table de presse à l'occasion d'un événement (fête du livre, congrès syndical, etc) peuvent nous demander un envoi en nombre. L'envoi est fait gratuitement et la table de presse peut être à prix libre. Les abonné·e·s nous renvoient ensuite la recette. La seule contrainte, c'est de nous prévenir avant l'impression car nous avons n'avons quasiment pas de surplus non programmé. Par exemple, pour une table de presse en octobre, il faut nous prévenir avant la mi-août.

Dépôts

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à :

redactionrp@gmail.com



80^{ème} anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

Le 16 avril dernier nous avons appelé avec plusieurs associations et syndicats à un hommage aux insurgé·e·s du ghetto de Varsovie, place de l'Hôtel de ville à Paris.



NOUVEL ABONNEMENT – RÉABONNEMENT (23 euros)

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :.....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(Pas besoin de découper votre revue : ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue ou peut être recopié à la main)